

〈論 文〉

日本の科学技術政策と高等教育政策

小 山 修

も く じ

- I. はじめに
- II. グローバル化戦略と国際科学技術戦略
 - 2-1. 日本独占資本主義のグローバル化戦略
 - 2-2. 研究開発促進・科学技術「高度化」のための基本戦略
 - 2-3. 財界・政府・自民党による大学・研究機関の
リストラクチャリング戦略
- III. 資本主義社会の「高度化」戦略と高等教育改革
 - 3-1. 日本社会の「高度化」のための臨調・行革路線
 - 3-2. 第三次行革審答申と高等教育政策
 - 3-3. 財界・政府・自民党の大学政策
 - 3-4. 財界の教育改革論
- IV. まとめ

【概 要】

1980年代中頃から急速に展開されている日本の高等教育改革問題は、いわゆる「戦後総決算」の最終段階の日本の支配層の戦略であり、直接的には大学改革問題として語られている。とくに大学教育のフレキシビリティの要求は、大学設置基準の大綱化と大学の自己点検・評価システム導入と結びつけられて、大学への競争原理の導入と研究・教育の効率化の要求とワンセットにされている。

かかる高等教育改革問題は、他方で20世紀末大不況という資本主義の構造問題の解決策の一環として、1970年代以降の資本主義の成長様式の変化に対応して展開されてきた経済政策、産業政策、科学技術政策、労働力政策、社会政策、地域政策などの政策体系に組み込まれた教育政策の一環として提起されている。それゆえ、とりわけ科学技術政策と高等教育政策との連関を検証することが重要である。

1970年代以降、戦後のアメリカ主導の世界経済秩序 (Pax-Americana) が破綻し、国際協調体制の再構築 (Pax-Consoltis) が行われる中で、資本主義の成長様式の変化と発展にとって科学技

術の果たす重要性がますます高まってきた。とりわけ、国際通商体制の再編成、自由貿易体制への一層の推進が図られる中で、ODA など国際援助体制と国際技術協力と連携してアメリカの要求に対応する国際協調的技術開発 (symmetrical access) と共通基盤技術 (generic technology) の開発とが重要課題となり、また新自由貿易体制のもとでの国際競争力向上のための対応として、科学技術基礎研究の抜本的強化とそのため科学技術研究体制の抜本的見直しが日本独占資本の要求となった。1985年の『科学技術政策大綱』における「技術立国」論は、以上の要求課題の基本イデオロギーである。

かかる基本路線は、1980年代後半以降の政府・財界・自民党による「鉄の三角形」のパワーの中で一連の報告書に見ることができる。とくに1989年の経済企画庁の報告書に提起された「国際科学技術戦略の基本理念」とそれを具体化した1992年の科学技術会議による答申18号『新世紀に向けてとるべき科学技術の総合的基本方策について』とが重要である。この基本路線にもとづき、1992年に経団連、技術同友会、産業技術審議会、自民党により一連の提言がなされ、「テクノグローバルイズム」の推進と高機能研究機関としての「センター・オブ・エクセレンス」(COE) の設置・拡大、そのための自民党による「学術・科学技術予算倍増五ヶ年計画」が打ち出された。科学研究都市の創出、先端科学技術大学院大学の増設、研究機関・大学の選別育成による COE の設置などが科学技術リストラクチャリングの具体像である。

かかる方向は、また資本主義の成長の行き詰まりを打開する「21世紀」戦略の一環として、「高齢化」・「情報化」・「国際化」・「地域化」などの資本主義社会の「高度化」という環境変化に対応して、その「持続的な安定成長」のマスタープランを描こうとする。

1987年の『経済審議会経済構造調整特別部会報告』、いわゆる「新前川レポート」に始まる一連の臨時行政改革審議会の答申は、政治、経済、軍事、科学技術、教育、文化、産業、労働などあらゆる面で独占資本本位の「危機管理」の体制づくりの青写真を提示している。かかる文脈の中で、国家予算における技術開発費・経済協力費・防衛費の重点化が図られ、他方で社会保障、保育・教育、医療、福祉・高齢者対策、中小企業対策など国民の命と暮らしにかかわる行財政の全面的圧縮と「受益者負担原理」の押し付けが強行されてきた。とくに第三次行革審の諸答申では、「日米運命共同体」や「新自由主義」の路線のもとに、大学等の学術研究教育機関の総動員を図り、そのために政・財・官の連携によって大学等の学術研究教育機関の大規模なスクラップ・アンド・ビルドを進めて、市場開放に対する国際化対応、地球環境破壊への資本主義的対応、「情報化」や「地域化」に対する地域開発対応、「高齢化」や「少子化」への民間活力対応などへの「知識集約化」を推進しようとしている。

かかる財界・政府・自民党によるシナリオは、日本の学術科学技術体制の改革プログラムのなかに具体的に表現されている。この意味で、経団連による1989年の『経済・産業構造の新たな展開に対応するための雇用・人材養成問題についての報告』や1992年の提言『西暦2000年に向けて労働力をどう確保してゆくか』は、経済・産業政策、労働力政策、雇用政策、教育政策など多岐にわたる分野を結合する政策提言である。

この中で、「先端技術者育成トラスト」の創設や高度情報化に対応する情報処理教育の強化、「産学連携の成果」のさらなる追求、高等教育の目的拡大と理工系教育へのてこ入れなどが強調される。かかる政策提言の財政的裏付けを提供するのが自民党の「基礎研究基盤の整備と国際研究交流活動の強化に関する特別委員会」による『学術・科学技術予算倍増五ヶ年計画』である。これは、科学技術政策や高等教育政策のみでなく、『緊急経済対策』やアメリカの対日要求に対応した

西暦2001年までの10年間にわたる430兆円の膨大な公共投資の中に位置づけられ、資本主義の成長様式の転換にかかわる経済・産業政策の一環である。

今日の高等教育政策の抜本的見直しと大学・研究機関改革問題とは、かかる資本主義の成長様式の転換の中に位置づけられ、資本主義の蓄積体制と調整様式の日本型をめざすものと見てよい。経済同友会による1990年の『これから求められる人材とその育成策』、1991年の『「選択の教育」を目指して一転換期の教育改革―』、技術同友会による1991年の『「大学における人材養成・研究機能の強化」に関する提言』などに財界の政策方向が明瞭に見られる。冷戦構造の崩壊後、新世界秩序が模索される中で、「不透明な時代」に「新たな目標の模索・構築」のなしうる人材、「物質面だけでなく精神面の豊かさやゆとりを求め、自己実現」のできる人材、世界第二位の「経済大国日本への期待」を背負って世界的視点からリーダーシップを発揮できる人材が求められている。そのためには、「自己責任原則」に基づく「選択の教育」への転換、「画一的単線型教育システム」から「多元的・複線的教育体系」への転換、「多極分散型国土形成」を具体化する「大学のピラミッド型序列の見直し、地方有力大学の育成」が不可欠であるとされる。動脈硬化をきたしている大学・研究機関の抜本的体質改善とそのための競争原理の導入が必要というのである。しかし、「問題発見型の知性の育成に重点を置いた教育への転換」が誰のために必要とされているのか、が問題である。

付記 小論は、1993年度札幌大学長期海外研修によるパリ第13大学における研修の成果の一部であり、B. コリア教授の主催される「産業経済研究センター」(CREI)の定例セミナーにおいて発表したテキストに加筆・修正したものである。

REMERCIEMENTS

J' étudiais dans l'Université Paris XIII (Paris Nord) à Villetaneuse comme un professeur invité pendant un an d'avril 1993 à mars 1994. Je pouvais visiter quelques villes et régions en France et les autres pays d' Europe, et avoir nombreuses relations avec beaucoup de français et d'étrangers.

Cet article est le fruit d'un travail, certes, mais qui aurait vite tourné court s' il n' avait reçu les encouragements et l'aide de nombreuses personnes qui m'ont fait de s'y intéresser. Je voudrais leur exprimer ici toute ma gratitude.

Jacques Mazier, Professeur de l' Université Paris XIII m' a offert une chance à étudier dans son université et m'a permis d'entrer au séminaire de Centre d'études des dynamiques internationales (CEDI).

Olivier Weinstein, Professeur de l'Université Paris XIII m'a introduit les établissements où je pouvais étudier et découvrir beaucoup d' informations et des documents.

Benjamin Coriat, Professeur de l'Université Paris XIII m'a permis d'entrer au séminaire de Centre de recherche en économie industrielle (CREI) et avoir une chance à offrir une communication dans son séminaire.

Masanori Hanada, Maître de conférence de l'Université XIII, m'a aidé mes recherches pendant un an tout au long dans mon séjour en France. Notamment, il m'a présenté les situations sur la science économique et sociale en France.

Professeur Robert Boyer, Professeur Jean-Pierre Durand, Professeur Michel Freccenet et les autres membres du Groupe d' Etude et de Recherche Permanent sur l' Industrie et les Salariés de l' Automobile(GERPISA) m'a accueilli comme leur membre. Je pouvais étudier quelques problèmes et les situations sur l'industrie et les salariés de l'automobile et en même temps le cadre théorique du Régulationisme en France.

Monsieur Yves Carnet, Inspecteur principal de la Direction d'exploitation du courrier, m' aidait dans tous les domaines de la vie en France et notamment il m'a aidé à traduire cet article. En outre, Monsieur Philippe Lebourg m'aidait à imprimer celui-ci.

Enfin j'exprime une gratitude toute particulière à ma femme, Ritsuko Koyama, qui m'a aidé et accompagné tout au long de ma vie en France.

LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE ET LA POLITIQUE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR AU JAPON

Osamu KOYAMA
UNIVERSITÉ DE SAPPORO

TABLE DES MATIÈRES

I. Introduction

II. Stratégie de la globalisation et stratégie scientifique et technologique internationale

2-1. La stratégie de la globalisation du capitalisme monopoliste japonais

2-2. Une politique essentielle pour l'accélération des recherches et des développements et "la revalorisation" de la science et de la technologie

2-3. La stratégie pour la restructuration des universités et des instituts selon les milieux économiques (Zaïkaï), le gouvernement (Seïfu) et le Parti libéral démocrate (Jiminto)

III. Stratégie pour "la revalorisation" de la société capitaliste et la réforme de l'enseignement supérieur

3-1. La voie de la réforme administrative par la méthode du Conseil extraordinaire pour "la revalorisation" de la société japonaise

3-2. Les rapports par le troisième Conseil pour la réforme administrative et la politique de l'enseignement supérieur

3-3. Les politiques de l'université vues par les Zaïkaï, le Seïfu et le Jiminto

3-4. La conception de la réforme de l'éducation par les Zaïkaï

IV. Conclusions pour l'action

I. Introduction

C'est depuis le milieu des années 80 que la question de la réforme de l'enseignement supérieur est abordée par le gouvernement japonais. Cette réforme est la plus profonde qui ait été réalisée en ce domaine depuis la Seconde Guerre mondiale. (voir Figure 1.)

Pourquoi ?

Dans la présente communication, nous abordons les relations entre politique scientifique et technologique et politique de l'enseignement supérieur, pour préciser quelle est la signification de la réforme de l'enseignement supérieur, en particulier en ce qui concerne les universités. Il paraît tout d'abord nécessaire d'expliquer les points principaux de cette réforme, qui est entrée en application depuis juillet 1991.

Le rapport (février 1991) de la Commission universitaire dit; "Face à la Société, qui de plus en plus se compliquera et se diversifiera désormais, il est demandé aux universités qu'elles inventent et développent, pour elles, de nouveaux modes de rapports à la société, en faisant des propositions concrètes pour définir leur nouveau rôle vis-à-vis de l'éducation et de la recherche aussi bien pour leur développement que pour la recherche de voies originales."

Le rapport préconise les trois moyens suivants pour pourvoir à l'amélioration de l'éducation dans les universités en général, et pour favoriser les spécialités propres à chaque université en particulier:

—① Une simplification des conditions de création d'une université.

C'est le remplacement des règles actuelles, sévères et rigides, qui sont à respecter pour fonder une faculté, au profit de règles plus simples et plus libres. Par exemple, jusqu'en juillet 1991, le programme du tronc commun et celui spécifique à chaque faculté donnaient lieu à un partage respectif de 52 et 72 unités de valeur, alors que maintenant cette proportion a été ramenée à seulement 12 contre 112, en faveur donc des matières spécifiques.

Désormais le lien entre les deux programmes et les conditions d'admission respectives sera beaucoup plus souple, fixé grâce aux nouvelles règles. (voir Figure 2.)

—② L'introduction d'un système d'auto-contrôle et d'auto-évaluation au sein même de chaque faculté.

C'est un système qui pousse à l'amélioration continue. Il nécessite la création d'au moins une commission ad hoc par université et par faculté. (voir Figure 3.)

—③ Une flexibilisation dans les modalités de suivi d'un enseignement.

Il s'agit de changer tout à la fois les règles et les modalités pratiques de suivi de l'enseignement, afin de s'adapter avec souplesse aux exigences nouvelles des étudiants et de la "clientèle" demandeuse d'éducation permanente. Pour cette dernière composée de personnes déjà entrées dans le monde du travail, l'université doit offrir des possibilités d'accès relativement faciles.

Alors, pourquoi ces piliers de la réforme sont-ils très importants ? Cette réforme elle-même est importante car elle résulte des exigences et de la stratégie des milieux économiques Japonais (Zaïkaï), du gouvernement japonais (Seïfu), ainsi que du parti libéral démocrate (Jiminto) non seulement à l'égard des universités, mais aussi des instituts divers, tant publics que privés. De plus, la stratégie de tous ces acteurs économiques envers les universités et les instituts est étroitement et concrètement liée à leur politique économique et financière, leur politique scientifique et technologique, leur politique du travail, sociale et régionale.

II. Stratégie de la globalisation et stratégie scientifique et technologique internationale.

2 — 1 . La stratégie de la globalisation du capitalisme monopoliste japonais

Depuis les années 70 il est apparu que l'ordre économique mondial, instauré sous la conduite des États-Unis depuis la Seconde Guerre mondiale—ce qu'on a appelé "Pax-Americana"—avait échoué, et la restructuration de l'ordre mondial était néanmoins poursuivie par les pays développés en la baptisant "entente internationale". C'est notamment depuis qu'a commencé la concertation entre les pays développés, dans les années 1974-1975, afin de surmonter la crise économique résultant du premier choc pétrolier, que le système de "l'entente internationale" a été renforcé afin de maintenir et développer le système mondial du capitalisme dans la structure politique de la Guerre froide.

Dans la situation ci-dessus décrite, le capitalisme monopoliste Japonais a recherché la plus grande rationalisation par une réduction drastique du personnel, ce que l'on a appelé le "Génryo-Keifei", ou "gestion par cure d'amaigrissement" en deux étapes, de 1975 à 1978 d'abord, puis de 1980 à 1984 ensuite. Il en est résulté pour le capitalisme monopoliste Japonais une compétitivité industrielle accrue sur les marchés extérieurs. Notamment dans les années 80, en raison de l'effet accélérateur apporté par cette nouvelle étape que constitue l'utilisation généralisée de la micro-électronique qui augmente l'efficacité du travail et donc la compétitivité, et en même temps permet une exportation accrue des produits, à commencer par les matériels micro-électroniques eux-mêmes. Il en est résulté des tensions commerciales entre les États-Unis, les pays de la CEE et le Japon.

Désormais le Japon poursuit non seulement l'introduction de la micro-électronique dans le processus de fabrication lui-même, mais aussi un accroissement de la vente de tous les matériels micro-électroniques. Notamment depuis le milieu des années 80, essentiellement avec le G 5 en 1985 et le G7 en 1986, en raison de la politique monétaire internationale, le Japon s'est orienté vers une délocalisation de ses fabrications. Ainsi s'est réalisée une transformation de la structure industrielle alors que la stratégie de la globalisation voyait le jour. (voir Tableau 1.)

2 — 2 . Une politique essentielle pour l'accélération de R & D et "la revalorisation" de la science et de la technologie

L'accélération rapide des applications de haute technologie, c'est-à-dire de la mécatronique, qui est le mariage entre mécanique et micro-électronique, de la bio-technologie, qui est l'application de la technologie au domaine biologique, de l'opt-électronique, qui est le mariage entre optique et électronique etc., notamment depuis les années 80, a amené une nouvelle étape dans l'innovation technologique au sein de la société industrielle. Ce phénomène a été un nouveau facteur de concurrence parmi les pays capitalistes et, selon leur

aptitude à relever ce défi, de nouvelles inégalités dans le développement se sont instaurées.

Dans le même temps ce fait a créé une surchauffe de la recherche et du développement et a donc caractérisé une nouvelle étape de la concurrence monopolistique. Il a contraint non seulement le capitalisme monopoliste à renforcer sa stratégie de progrès scientifique et technologique mais aussi, en liaison avec le gouvernement, à renforcer et améliorer "la politique scientifique et technologique internationale", dans laquelle sont impliqués les gouvernements de tous les pays.

Les entreprises en situation de monopole accentuent la concurrence pour pouvoir développer la technologie de pointe en raison du phénomène évoqué plus haut. C'est ainsi que le changement de stratégie pour faire avancer les recherches, nécessaires au développement scientifique et technologique de pointe et à la recherche fondamentale est devenu une affaire d'État, car les problèmes liés à la libéralisation du commerce et à la protection de la propriété intellectuelle ont été mis au premier plan dans la négociation dite de "l'Uruguay round" du GATT.

Par exemple, le gouvernement japonais posait comme orientation fondamentale des années 80 la "stratégie globale de la sécurité du pays", et en même temps il suivait la ligne de la "Commission extraordinaire d'enquête pour la réforme administrative," c'est-à-dire "Rintyo-Gyôkaku Rosen." Cette ligne était la version japonaise de l'idée de "petit gouvernement", ou "gouvernement minimum" prônée par le Reaganisme ou le Thatcherisme. C'est dans cette inspiration qu'est apparue l'idée de "développement du pays par la science et la technologie", mentionnée dans "Les Grandes Lignes de la Politique scientifique et technologique" en 1985.

Les documents du Conseil de la science et de la technologie, auquel est donnée la compétence pour décider de la ligne fondamentale en matière de politique scientifique et technologique ont mentionné le changement des contextes, tant intérieurs qu'extérieurs, entourant la science et la technologie par "la stagnation de l'économie mondiale et l'accroissement des tensions internationales, la maturation des mentalités au sein de la société japonaise, le vieillissement, le changement de structure industrielle, etc," et ont souligné l'accroissement du rôle de la science et de la technologie. Les documents aboutissaient à demander que soit établie une "politique scientifique et technologique globale", avec une vision nouvelle et apte à prendre des initiatives pour mettre en route "le développement du pays par la science et la technologie", c'est-à-dire le "Kagaku-Gijutsu-Rikkoku."

Sur la base de cette ligne, le gouvernement et le Parti libéral démocrate ont exposé les politiques scientifiques et technologiques suivantes;

- (1) Révision du "Pacte de coopération scientifique et technologique" signé en 1988 entre les États-Unis et le Japon.
- (2) Rapport du cercle d'étude sur la stratégie scientifique et technologique internationale en mars 1989 par l'Agence de planification économique.
- (3) Rapport de la "task-force" sur les relations entre diplomatie, science et technologie, Ministère des Affaires étrangères, 1989.

(4) Proposition de politique industrielle, scientifique et technologique, faite dans "La vision des années 90" (Orientation de la politique commerciale et industrielle des années 90 – Vers la création de valeurs humaines issues de notre époque –) par le Conseil de la structure industrielle du Ministère de l'Industrie et du Trade International (MITI), juillet 1990.

Notamment, le rapport ci-dessus indiqué au point (2) souligne les deux points suivants;

- ① Le niveau de supériorité scientifique et technologique est à l'origine d'un écart important entre les économies.
- ② L'importance de la science et de la technologie est clairement fonction du développement de la force militaire, qui se caractérise moins par l'accroissement quantitatif, que qualitatif.

Donc le rapport met en relief (2) les deux points suivants, estimant que "l'idée fondamentale de la stratégie scientifique et technologique internationale" est de favoriser l'utilisation efficace de "la science et de la technologie, qui sont elles-mêmes une catégorie de ressources."

- ① Contribution au développement et à la paix dans le monde entier par la science et la technologie.
- ② Contribution à la résolution des problèmes propres à l'espèce humaine.

Il souligne notamment "la recherche fondamentale de type investigateur et sa restitution à la société", en tenant compte de la critique faite par les États-Unis de "free rider", qui caractérisait certaines recherches technologiques.

Dans l'orientation de la politique ci-dessus décrite, le gouvernement, les milieux économiques (Zaïkaï) et le Parti libéral démocrate demandaient la coopération entre industrie et science, de façon plus large entre industrie, science, gouvernement et armée, tant avec les universités publiques et privées, qu'avec les instituts, eux aussi publics et privés. On peut ainsi dire qu'il y a un front uni du gouvernement et des milieux économiques (Zaïkaï) pour une mobilisation générale de la science et de la technologie.

2 – 3 . La stratégie pour la restructuration des universités et des instituts selon les Zaïkaï, le Seifu et le Jiminto

C'est dans le contexte ci-dessus décrit que se dessine la restructuration des universités et des instituts. Dans les réunions de la "Conférence de structure" (relative à la structure des relations entre les États-Unis et le Japon) qui se sont tenues dans les années 90, le gouvernement japonais, à propos de la politique administrative et financière, a annoncé qu'il allait "placer à un niveau de priorité maximum l'investissement consacré à la recherche et au développement", et il a pris l'engagement de situer à un niveau très élevé l'investissement consacré à la recherche et au développement au sein des administrations, ce niveau devant atteindre, à la demande des États-Unis, 430 milliards de yens d'ici à l'an 2000. Le gouvernement japonais s'est vu demander un accroissement de la part du fardeau (burden sharing) dévolue au Japon par les États-Unis dans le Comité de suivi (the follow-up commit-

tee) de la Conférence de structure. La demande de participation à la charge du Grand Cyclotron des États-Unis en est un exemple concret.

L'orientation ci-dessus décrite n'est rien d'autre que la concrétisation du détournement de la "Pax Consoltis", qui se base sur la suprématie d'un pôle et est en même temps la restructuration du système coopératif international après la fin de la "Pax Americana." En outre, dans cette ligne, le gouvernement japonais soutient l'accès symétrique (the symmetrical access, le développement scientifique et technologique par la coopération internationale) et la technologie générique (the generic technology, la technologie fondamentale commune) dont les États-Unis et le Japon ont tous deux besoin.

La mise en place des COE (the Center of Excellence, le Centre d'Excellence) fait partie de la restructuration des universités et des instituts d'État et s'inscrit donc dans le mouvement ci-dessus décrit. Cette orientation est apparue assez tôt au fil des rapports et des propositions émanant du gouvernement, des Zaikai et du Parti libéral démocrate. (voir Figure 4.)

Poursuivons maintenant l'examen des options politiques scientifiques et technologiques, dont nous avons déjà vu les quatre premières à la page 5.

- (5) "Rapport de la Réunion sur les problèmes internationaux," par le Comité de politique scientifique et technologique du Ministère de l'Industrie et du Trade International (MITI), février 1990.
- (6) "Sur la Politique fondamentale générale de la Science et de la Technologie au siècle prochain," 18^{ème} Consultation par le Premier ministre KAIFU au Conseil de la science et de la technologie, juin 1990.
- (7) "Vision sur l'Industrie, la Science et la Technologie des années 90 -Provocation intellectuelle pour notre Planète riche et habitable-," par la Commission sur la Technologie Industrielle du MITI, juillet 1991.
- (8) "Espérer l'établissement d'un Système de Recherche et de Développement pour le 21^{ème} Siècle – pour l'enrichissement des universités et des instituts et la contribution internationale dans les domaines scientifiques et technologiques –," par la Fédération des Organisations Économiques du Japon (KEIDANREN), octobre 1991.
- (9) "Proposition sur le Renforcement de la formation en ressources humaines et la fonction de recherche à l'université," par l'Association Amicale du Monde Technologique du Japon (GIJUTSU-DÔYÛ-KAI), octobre 1991.
- (10) "Sur la Politique fondamentale générale de la Science et de la Technologie du siècle prochain," 18^{ème} Rapport par le Conseil de la Science et de la Technologie au Premier

ministre KAÏFU, janvier 1992.

- (11) "Proposition sur le Renforcement de la fonction de recherche dans les facultés des sciences fondamentales et appliquées des universités," par la Fédération des Organisations Économiques du Japon (KEÏDANREN), avril 1992.
- (12) "Proposition d'urgence pour le Premier plan quinquennal en vue de doubler le Budget de la Science et de la Technologie," par le Comité spécial sur l'accroissement de la Base des recherches fondamentales et sur le renforcement de l'Activité internationale de Recherche coopérative du Parti libérale démocrate (Jiminto), mai 1992.
- (13) "La propulsion du Techno-Globalisme et la création des Centres d'excellence dans divers domaines", Rapport du Comité de Projet du Groupe général, le Conseil de la Technologie industrielle du MITI, juin 1992.
- (14) "Proposition d'urgence pour le Plan quinquennal pour doubler le Budget de la Science et de la Technologie," le Comité spécial sur l'accroissement de la Base des recherches fondamentales et sur le renforcement de l'Activité internationale de Recherche coopérative du Parti libéral démocrate (Jiminto), juin 1992.

Ce qu'on doit voir dans ces rapports, c'est la manière dont se fait la coopération entre le Seïfu (le gouvernement), les Zaïkaï et le Jiminto: les directives de nature politique (les rapports (5), (6), (7)) étaient données d'abord, ensuite les politiques (les rapports (8), (9), (11)) étaient exposées, et enfin, les mesures étaient concrétisées par le Seïfu et le Jiminto. Nous allons donc examiner ci-après le contenu des quelques rapports ci-dessus indiqués;

« Proposition du KEÏDANREN (11) »

Dans ces jeux concertés entre le Seïfu, les Zaïkaï et le Jiminto, ce que ces trois institutions demandent d'abord à l'université, c'est la restructuration des facultés enseignant les sciences fondamentales et appliquées dans les universités, afin de tenter d'élever le niveau des sciences et de la technologie. Par exemple, le KEÏDANREN énumère les moyens concrets suivants;

- ① Doublement du budget consacré à la science, la technologie et l'enseignement supérieur.
- ② Fluidification des personnels, enrichissement des cours post-universitaires et assouplissement de la réglementation proposée aux l'université d'État.
- ③ Réforme de l'université pour atteindre à un niveau d'excellence internationale.
- ④ Adaptation à la demande sociale et introduction d'un "esprit de gestion" à l'université.
- ⑤ Motivation des professeurs et des chercheurs par l'introduction d'un système de concurrence dans le déroulement de leur carrière (admission, évaluation et mutation).
- ⑥ Création et gestion d'un système destiné à permettre une synergie de la recherche

entre l'entreprise et l'université.(SAN-GAKU-KYÔDÔ)

- ⑦ Aide du monde économique, à l'origine de la réforme de l'université.

Ainsi, le KEÏDANREN remarque que ce sont là "les sujets qui doivent être abordés par tout le pays."

«Proposition de la GIJUTSU-DÔYÛ-KAI(9)»

L' Association Amicale du Monde Technologique(GIJUTSU-DÔYÛ-KAI)propose les mêmes options que celles indiquées ci-dessus, et appréhende les situations suivantes;

- ① La situation présente, si elle devait perdurer, apporterait un abaissement des fonctions de formation en matière de ressources humaines et de recherche.
- ② Elle apporterait, en même temps, un abaissement considérable tant quantitatif que qualitatif de la population des ingénieurs et des chercheurs en sciences fondamentales et appliquées, qui est indispensable au développement de la science et de la technologie.
- ③ Elle apporterait enfin le déclin économique pour une longue période.

«Rapport du Conseil de la technologie industrielle(13)»

Le COE(the Center of Excellence)sera une structure de base destinée à coordonner les recherches afin de juguler les risques de stagnation et même de déclin du développement scientifique et technologique, ainsi que pour promouvoir des recherches au plus haut niveau international. Ce point de vue est celui du Conseil de la Technologie Industrielle(SANGYÔ-GIJUTSU-SINGIKAI), qui en fait son axe d'action majeur.

Son rapport(13)propose l'idée de "Techno-Globalisme" comme idéologie de la "Pax-Consoltis"(système international de coopération et de concertation entre les principaux pays capitalistes développés)proposé par les États-Unis, et demande à prendre les options suivantes;

- ① Promotion accentuée des "recherches originales et essentielles" qui pourront créer "un nouveau concept et un renforcement technologique prodigieux".
- ② Effort de "publication active de la science et de la technologie."
- ③ Création des COE dans les divers domaines des sciences.

Ensuite, le Conseil propose l'amélioration radicale de "l'environnement des COE", sous -développé dans le contexte international.(voir Figure 5.) La finalité porte sur les quatre points suivants;

- ① Évaluation juste de la recherche.
- ② Incitation pour atteindre à l'excellence dans le résultat.
- ③ Meilleure répartition des fonds de recherche.
- ④ Mise en place d'un environnement de la recherche caractérisé par une atmosphère libre et concurrentielle.

Notamment, le Conseil propose de détruire complètement;

- ① Le système social basé sur le rang d'ancienneté(Nenkô-Jorétsu-Seï)en vigueur au Japon, dans lequel l'évaluation juste et stricte du résultat des recherches est difficile à réaliser en raison de la conscience d'égalité et de la volonté de ne pas devenir "le clou qui dépasse."
- ② La faiblesse de la fluidité et le retard des chercheurs japonais pour acquérir une attitude de type "international", qui sont dûs au système d'emploi à vie(Shûsîn-Koyô-Seï), lequel empêche l'épanouissement d'un environnement de recherche à l'atmosphère libre et généreuse.

Donc, le Conseil insiste sur "la réforme qui a pour but de réaliser l'environnement des COE, en se distinguant du système social général. Alors, concernant les COE, quel type d'organisation auront-ils ?, et comment seront-ils constitués ? Selon le Conseil, les COE sont "ce que les universités et les instituts d'État et privés pourront devenir par la réforme aux différents niveaux, ou les projets communs émanant des bureaux gouvernementaux et des organisations privées, tels qu'ils pourront devenir."(voir Figure 6.)

Dans le rapport(13), les trois "mesures concrètes" ci-dessous sont exposées minutieusement;

- ① Renforcement structurel du système de recherche et de développement du pays.
- ② Réforme pour l'enrichissement des recherches fondamentales et originales.
- ③ Contribution internationale par la science et la technologie industrielle.

Dans ces mesures, le Conseil insiste sur l'orientation de la réforme de l'organisation des instituts d'État, des grands projets, des universités, et des instituts privés.

À propos de l'université, il en attend les six progrès concrets suivants;

- ① Enrichissement des cours post-universitaires, c'est la priorité.
- ② Amélioration du renouvellement des équipements obsolètes.
- ③ Renforcement radical de la fonction de recherche par l'augmentation des fonds d'étude, etc.
- ④ Formation des jeunes chercheurs.
- ⑤ Accroissement du nombre d'étudiants des cours post-universitaires par la mise en place de cours post-universitaires associés, etc.
- ⑥ Simplification, accélération et flexibilisation des procédures et des règles d'échange entre instituts d'État ou entreprises et universités.

Sur les points ci-dessus évoqués, "Université de formation permanente en science et technologie de pointe d'Hokuriku" fait office de pilote. Par exemple, le système d'entrée à l'université pour les gens qui travaillent déjà dans la société et le système d'enseignement de formation permanente(the recurrent education)ont une fonction stratégique non seulement pour l'intérêt de chaque individu, mais aussi pour prévenir l'obsolescence même des connais-

sances et des techniques et enfin pour le renouvellement des directeurs, cadres, ingénieurs et techniciens. Les notions de "société pour l'étude à vie" ou "d'éducation permanente" sont non seulement destinées aux personnes âgées ou aux femmes, mais aussi aux directeurs, cadres, ingénieurs et hauts ou moyens fonctionnaires. On doit donc voir que cette nouvelle notion de la société vise à l'enseignement de haut niveau pour toutes les catégories de personnes.

Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, aujourd'hui, la stratégie scientifique et technologique internationale des Zaïkaï, du Seïfu et du Jiminto s'oriente vers la réalisation d'une restructuration de grande envergure pour l'accroissement et l'enrichissement des recherches scientifiques et technologiques de pointe et aussi de la recherche scientifique fondamentale, recherches limitées à quelques domaines restreints.

Tout espoir de développement de l'université ne sera possible que dans le cadre de leur stratégie. Seul ce qui se conforme à la ligne de leur politique et à son déroulement donnera accès à une part accrue de ressources et de fonds. Malgré la différence de types d'établissements au sein de l'université, le classement pyramidal des universités et leur classification par espèces progresse de plus en plus. Dans cette classification sont intégrées les universités d'État, qui ont leur place dans le groupe des sept premières(G7)ou celui des vingt-deux premières(G22, y compris donc les sept universités d'État, les anciennes universités d'État impériales, qui sont au sommet de la pyramide). Les autres universités dans les régions, les universités publiques établies par les collectivités locales, les universités privées, sauf une petite élite, constituent des niveau inférieurs.

La position essentielle des Zaïkaï, du Seïfu et du Jiminto est l'idée selon laquelle il est préférable de laisser la plupart des universités se soumettre au principe de libre concurrence, c'est-à-dire en fait à la loi de la jungle, afin d'aller vers une politique de séparation des fonctions et de classification des universités. C'est justement en cette période que l'on doit penser, non pas à la loi de la jungle, mais à la manière de parvenir à "la motivation, la diversification, la flexibilisation" dans l'optique d'une promotion de l'université pour le peuple.(voir Figure 7~16 et Tableau 2, 3, sur la situation de la science et de la technologie, notamment sur la situation des fonds de recherches)

III. Stratégie pour "la revalorisation" de la société capitaliste et la réforme de l'enseignement supérieur.

— À propos des politiques de main d'oeuvre, sociale et régionale —

La base des politiques des Zaïkaï, du Seïfu et du Jiminto au Japon vers les années 90 se divise en deux politiques essentielles, d'une part "la politique coordinatrice de la structure économique" et "la politique du développement des armements et de la réforme administrative."

Ce n'est pas un simple hasard si "le nouveau Rapport MAÉKAWA" ("Le rapport de la réunion spéciale sur la coordination de la structure économique du Conseil économique," avril

1987), qui était une ordonnance pour remédier au "détournement de la structure industrielle," s'est accompagné de la mise en place d'un "Conseil extraordinaire sur l'éducation (RĪN-KYO-SĪN)."

La concrétisation des politiques à moyen et à long terme, appelée "stratégie pour le 21^{ème} siècle" par les Zaïkaï et le Seifu du Japon, englobe tous les domaines de l'économie, de la finance, de l'industrie, de la technologie, du travail, de la distribution, de l'éducation, de la société, de l'assistance sociale, du traitement médical, de l'aménagement du territoire national, etc.

La stratégie pour concrétiser l'adaptation à "l'élévation de la société capitaliste" par la méthode reposant sur l'initiative des capitaux des monopoles avait été suivie sous le nom de : ligne du "bilan de l'après-guerre (Séngo-Sôkessan)." Cette ligne est la stratégie en vigueur depuis le cabinet NAKASONE. La promotion de la politique de l'enseignement supérieur, de la science et de la technologie est la pratique des Zaïkaï, du Seifu et du Jiminto en fin de parcours de cette même ligne.

3 — 1 . La voie de la réforme administrative par la méthode du Conseil extraordinaire pour "la revalorisation" de la société japonaise

Le gouvernement (Seifu) et les milieux économiques (Zaïkaï) poursuivent les politiques du "Heiseï New Deal." Ce sont les politiques correspondant au "changement d'environnement" de la société capitaliste par sa propre "revalorisation" d'elle-même, "c'est-à-dire l'informatisation, l'internationalisation, la régionalisation, le vieillissement, etc."

Une série d'orientation du Rīntyô-Gyôkaku (la voie de la réforme administrative par la méthode des réunions extraordinaires depuis la période du cabinet NAKASONE) tentait des efforts pour dessiner le plan principal de "la croissance stable permanente" de la société capitaliste. Cette orientation apparaît dans le processus en quatre étapes suivant ;

- ① Commission extraordinaire d'Enquête sur l'Administration (Rīntyô), président To-shio DOKO, de mars 1981 à mars 1983.
- ② Conseil extraordinaire de promotion de la Réforme administrative (premier Conseil, Kyû-Gyôkaku-Sin), de juin 1983 à juin 1986.
- ③ Conseil extraordinaire de promotion de la Réforme administrative (deuxième Conseil, Sin-Gyôkaku-Sin), d'avril 1987 à avril 1990.
- ④ Conseil extraordinaire de promotion de la Réforme administrative (troisième Conseil, Daï-Sanji-Gyôkaku-Sin), d'octobre 1990 à octobre 1993.

Dans ce processus, l'orientation de "la formation du pays en vue du 21^{ème} siècle" vient concrétiser la ligne de "la stratégie globale de la sécurité du pays." La formation du système de gestion des risques pour les capitaux des monopoles était poursuivie dans tous les aspects de la politique, de l'économie, des affaires militaires, de la science et de la technologie, de l'éducation, de la culture, de l'industrie, du travail, etc., avec un objet fondamental contenu en deux beaux titres : "accroissement de la contribution pour les sociétés internationales" et

“réalisation d'une société de bien-être et de vitalité en faveur d'un ordre international.”

Ce système a pour particularité de donner de l'importance aux budgets du développement technologique, de la coopération économique et de la défense nationale dans les finances de l'État.

Par ailleurs, ce système impliquerait une réduction notable des mesures administratives et financières à finalité sociale, par exemple dans les domaines de la sécurité sociale, de l'assistance sociale, du bien-être public en général, des mesures pour les personnes âgées, de l'école maternelle et l'enseignement, de l'aide aux petites et moyennes entreprises, etc. Notamment, le Seifu et les Zaïkaï ont accentué “le principe de la charge aux bénéficiaires” (Juëkisha-Futan-Génri), au détriment donc du peuple.

En outre, dans le projet de “communauté de destin entre les États-Unis et le Japon” (NITIBEI-ÛNMEI-KYÔDÔTAI) du cabinet NAKASONE, la politique tendant à partie des grandes puissances militaires était préconisée, et les régies nationales (la Société Nationale des Chemins de fer Japonais; SNCJ, la Régie du Télégraphe et du Téléphone du Japon, Den-Den-Kôsha, et la Régie du Monopole de la Vente du Tabac et du Sel au Japon, Sënbaï-Kôsha) étaient divisées et privatisées dans le projet de “vitalisation par la privatisation” (Mïnkatsu-Rossën) formulé par “le néo-libéralisme (Sïn-Jiyû-Shugi).”

Ainsi, dans la ligne de la libéralisation et de l'internationalisation, suivie depuis le deuxième Conseil, les rapports du troisième Conseil (Daïsanji-Gyôkaku-Sïn) étaient présentés aux premiers ministres successifs du Japon.

Et enfin, le rapport final était présenté au Premier ministre HOSOKAWA le 27 décembre 1993.

3 — 2 . Les rapports du troisième “Conseil sur la réforme administrative” et la politique de l'enseignement supérieur

Les rapports du troisième Conseil présentent un programme d'adaptation pour l'internationalisation du Japon dans la ligne du sommet des pays développés et du G7 surtout.

Le premier rapport soulignait les quatre points : ① liberté et démocratie, ② pacifisme, ③ entente internationale et ④ contribution pour l'espèce humaine, vis-à-vis de “l'idée essentielle de la politique extérieure du Japon.” Le deuxième rapport ensuite insistait sur quatre autres points : ① entretien de l'environnement du globe, ② travailleurs étrangers, ③ internationalisation des recherches et des échanges culuturels et ④ système pour réaliser l'AD (ODA), comme sujets de “la réforme administrative pour l'internationalisation.”

Dans cette orientation, le deuxième rapport proclamait à “l'entretien du système social port le bien-être régional peut correspondre une société du vieillissement, ainsi que la réalisation de l'enseignement et de la culture propres à chaque région” dans “l'optique de former la société régionale d'abondance.” Ainsi, le thème de l'éducation et la culture admettant des diversités régionales a été reconnu comme l'une des mesures centrales parmi les cinq points suivants dans “la réforme visant à la société d'abondance”

- ① Réalisation d'une vie d'abondance.
- ② Réalisation d'une société juste et égale.
- ③ Établissement d'une politique donnant de l'importance au consommateur.
- ④ Établissement d'une administration faisant de la région une priorité.
- ⑤ Responsabilisation vis-à-vis d'une vision mondiale de l'environnement.

Dans le deuxième rapport, à propos du domaine de "la réforme du Japon au service du monde entier," les échanges internationaux d'études et de recherche ont donné de l'importance à la série des six mesures concrètes suivantes ;

- ① Mesure active pour l'entretien de l'environnement du globe.
- ② Réforme du système pour réaliser l'AD (ODA) synthétiquement et efficacement.
- ③ Réalisation d'une société ouverte permettant des échanges dans tous les domaines.
- ④ Promotion des échanges internationaux en matière de sciences, de recherches et de cultures.
- ⑤ Établissement d'un système de stages techniques pour les étrangers.
- ⑥ Amélioration de l'administration et des services en faveur des étrangers.

Le troisième rapport de 1992 a mentionné les mesures de réforme des formalités et les moyens pour "internationaliser toutes les variétés de systèmes de qualifications, de normes et de standards, et pour participer activement à la formation du nouvel ordre international, y compris par l'ouverture du marché, et non pas en tant que simples bénéficiaires des échanges commerciaux libres."

Au vu d'une série de rapports du type de ceux mentionnés ci-dessus, le scénario des Zaïkaï et du Seifu sur l'enseignement supérieur et la recherche scientifique et technologique s'oriente vers la réalisation des thèmes "la vie aisée" et "le Japon au service du monde entier", de façon à ce que les projets correspondent aux nouveaux thèmes, par exemple : le vieillissement, l'informatisation, la régionalisation, l'environnement du globe, etc., et à favoriser la mobilisation générale des organisations de recherche scientifique et technologique des universités et des instituts d'État, publics et privés, etc.

Notamment, ce scénario envisage ce qui doit être fait pour réaliser "la création du nouveau système social", c'est-à-dire par "l'accélération du mécanisme du marché du néo-libéralisme" qui favorise "le company-isme" (Kigyô-Shugi ; idée de priorité à l'entreprise dans toutes les phases de la vie de l'entreprise) dont les principes sont jusqu'à présent les suivants ;

- ① Accomplissement strict du principe de la responsabilité particulière, accompagnée de la liberté.
- ② Transformation de l'intervention directe de l'administration au profit d'une intervention indirecte.
- ③ Privatisation des services publics.
- ④ Régionalisation, etc.

Donc, aujourd'hui, la raison pour laquelle les Zaïkaï et le Seifu demandent à haut voix

une restructuration des universités des instituts, c'est qu'il y a une tentation de les mettre au rebut et de les réformer à grande échelle, pour les mettre au service de la concurrence capitaliste monopoliste qui s'élargit à l'échelle du globe, allant jusqu'à une sorte de complot pour faire croire à l'opinion publique, de façon purement démagogique, que la stagnation ou la dévastation des universités et des instituts est due à la paresse, à l'incompétence et à l'inertie des professeurs, des personnels et des chercheurs.

Cependant, cette demande d'une restructuration, qui est présentée comme venant du peuple, correspond en réalité aux souhaits des Zaïkaï et du Seïfu, mais ces derniers habillent cette véritable exigence sous un discours de séduction, à tel point qu'elle se trouve enfouie profondément.

Le contenu des différentes propositions faites aujourd'hui au travers de mots agréables à l'oreille, comme par exemple "libération, flexibilisation et individualisation" des universités, "auto-contrôle et auto-évaluation" de celles-ci, "société pour l'étude à vie (Shōgai-Gakushū-Shakaï)" et "enseignement continu (the recurrent education)", est en effet lié à la domination centralisée de la science et de la technologie par les capitaux monopolistes.

3 — 3 . Les politiques de l'université vues par les Zaïkaï, le Seïfu et le Jiminto.

Les caractéristiques des politiques de l'université vues par les Zaïkaï, le Seïfu et le Jiminto s'étaient encore plus éclaircies depuis 1992. Donc, nous voyons les tendances de ces derniers temps en ce qui concerne la politique de la main-d'œuvre des Zaïkaï, la politique financière vis-à-vis de la science et de la technologie du Seïfu, et surtout du Ministère de l'Éducation (Monbu-sho).

La réponse à la question de la Fédération des Organisations économiques du Japon (KEIDANREN), qui occupe une position dominante au sein des Zaïkaï, qui se demandait "comment peut-on assurer la main-d'œuvre à l'horizon de l'an 2000" se trouve dans une situation critique, et cette Fédération estime que "l'Économie japonaise, qui connaissait depuis l'après-guerre un développement sans précédent dans l'histoire mondiale, va entrer dans une période difficile de 'croissance limitée', en raison du vieillissement de la société japonaise et de la réduction de la main-d'œuvre disponible."

C'est donc, la Fédération "qui a rassemblé l'opinion des milieux économiques quant au (1) rôle que le gouvernement doit assumer et à (2) celui que l'entreprise doit remplir, pour assurer une croissance de la main-d'œuvre stable afin de permettre que le 21^{ème} siècle soit une période réellement prospère."

C'est encore la même Fédération qui a défini "les deux finalités économiques des années 90", en les proposant comme pensées fondamentales : (1) "la réalisation de la prospérité du peuple" et (2) "la réalisation de la contribution internationale," et elle insiste sur les trois tâches politiques suivantes ;

- ① Maintien de la croissance économique permanente,

- ② Réalisation de la prospérité dans l'aisance,
- ③ Adaptation à la pénurie de main-d'œuvre.

Elle propose "une adaptation de l'éducation et de la formation" ainsi qu'une "politique fondamentale de la population" dans la section "(3) mesures pour l'accroissement du taux de natalité."

En dégagant deux finalités principales de l'éducation scolaire "durant l'enseignement primaire, secondaire et supérieur", à savoir (1) "cultiver une saine volonté de travailler" et (2) "élever les ressources créatives humaines", elle insiste sur les trois points suivants ;

- ① L'enseignement des sciences fondamentales et appliquées est obligé de former les ressources humaines sur lesquelles reposera la responsabilité de la force technologique de l'industrie japonaise future.
- ② Révision flexible de l'organisation et du nombre limité (numerus clausus) d'étudiants dans les facultés et les départements de l'université, correspondant justement au changement de structure industrielle.
- ③ Élargissement réciproque des échanges humains entre les universités et les entreprises, par exemple par l'acceptation de gens qui travaillent dans les entreprises aux cours post-universitaires, et réciproquement l'accueil des professeurs dans l'entreprise, etc.

Notamment, la Fédération demande d'élever encore "les résultats de la collaboration entre l'industrie et l'université" à propos de l'acceptation des personnes venant des entreprises aux cours post-universitaire dans l'université par les deux mesures suivantes ;

- ① "Introduction d'un système flexible et attractif par le raccourcissement de la durée des études en prenant en compte l'expérience pratique acquise dans l'entreprise, etc."
- ② Ouverture périodique de réunions de communication, organisation de visites d'étude, de séminaires, etc., et promotion d'études faites en coopération et de celles faisant l'objet d'un contrat de recherche.

La Fédération créait "un 'trust' de formation des ingénieurs et des techniciens de pointe", et subventionnait les universités qui jouaient un rôle actif dans l'éducation des ingénieurs et des techniciens travaillant dans les services d'étude des entreprises ou des instituts. (KEİDANREN, "Rapport sur les sujets de l'emploi et de la formation en ressources humaines pour s'adapter au nouveau développement économique et industriel, -Opinion du Comité pour la coordination de la structure économique-, juin 1989)

La Fédération insiste encore sur les sujets d'étude les plus importants, en s'attachant notamment à la création de départements d'informatique et de technologie informatique dans l'université, correspondant à la pénurie d'ingénieurs qualifiés en software dans l'industrie informatique, pour parvenir à une "revalorisation industrielle", et également par l'introduction d'un programme d'étude relatif à l'informatique dans la scolarité obligatoire (l'enseignement scolaire primaire et secondaire), etc.

Conforme à la demande des milieux économiques, la politique financière même pour la science et la technologie a été opportunément exposée par le gouvernement (Seifu) et le Parti

libéral démocrate (Jiminto).

Le Comité spécial sur "l'accroissement de la Base des recherches fondamentales et sur le renforcement de l'Activité internationale de Recherche coopérative" du Parti libéral démocrate exposait une "Proposition d'urgence pour le Premier plan quinquennal pour doubler le Budget de la Science et de la Techonologie" le 22 mai 1992.

Pour "notre pays auquel on demande maintenant avec force une contribution internationale dans le monde entier", selon cette proposition, "c'est le sujet le plus important et le plus urgent pour notre pays : il s'agit de jouer un grand rôle dans les domaines de la science et de la technologie pour résoudre les problèmes globaux, par exemple le problème de l'environnement niveau du globe, ou celui de l'énergie, etc."

Ce comité proposait donc l'élaboration du "Premier plan quinquennal pour doubler le Budget de la science et de la technologie" qui commençait à l'exercice budgétaire de la cinquième année de l'ère Heisei (l'année 1993) et la création d'un "nouveau cadre concret pour appuyer le doublement du budget" correspondant à une mise en application dans les aspects de personnel, de budget, et de système en "vue d'une moyenne et longue période" pour changer fondamentalement les situations suivantes ;

- ① l'environnement dans lequel s'inscrit la recherche dans les universités et les instituts dans "notre pays qui est largement en retard par rapport aux pays d'Europe et aux États-Unis dans ce domaine."
- ② "le manque de ressources humaines dans le domaine des sciences fondamentales et appliquées," qui deviendra de plus en plus important désormais.
- ③ "la situation actuelle de retard quant à l'entretien de l'infrastructure intellectuelle destinée à former les hommes et la technologie du futur."

Dans ce plan, il était proposé de réaliser "des études en sciences fondamentales dont on puisse tirer fierté dans le monde entier" par un budget de 7, 82 billions de yens sur l'exercice de la neuvième année de l'ère Heisei (l'année 1997), soit plus du double de celui de l'année 1992.

Sur le contenu du budget, le plan proposait les dispositions suivantes ;

- ① 3, 6 billions de yens pour "la création d'études en sciences fondamentales de niveau international."
- ② 1, 7 billion de yens pour "la contribution internationale par l'AD (ODA) par la science et la technologie."
- ③ 0, 88 billion de yens pour "l'amélioration de la vie et de la société."

Notamment, à propos de la disposition ① ci-dessus, les budget suivants étaient proposés ;

- ① 0, 82 billion de yens pour la création des Centres d'Excellence, COE, dans les universités et les instituts d'État.
- ② 2, 3 billions de yens pour l'accroissement de la dotation des fonds d'étude et de frais

d'éducation dans les universités et les instituts d'État, pour les porter au niveau des États-Unis.

- ③ 0, 22 billion de yens pour la promotion des études et des développements de pointe et fondamentaux par la coopération entre les entreprises, les universités et les organisations gouvernementales telles que l'Institut de recherches physiques et chimiques du Japon (Rikagaku-Kēnkyūsho).
- ④ 0, 26 billion de yens pour le maintien et la formation du potentiel humain, et pour le renforcement de l'assistance envers les jeunes chercheurs et les étudiants.

Comme il est indiqué ci-dessus, un appui financier spécial est demandé pour le développement scientifique et technologique afin de réaliser des études de pointe et fondamentales à l'initiative des milieux économiques et du gouvernement dans le domaine de la contribution internationale et de la restructuration de la stratégie globale des États-Unis. Désormais, le Parti libéral démocrate, le Ministère de l'Industrie et du Trade International (MITI, Tsusan-sho) et l'Agence de Science et de Technologie (Kagaku-Gijutsu-tyo) font progresser la coopération dans cette voie.

Ainsi, la politique universitaire par les milieux économiques, le gouvernement et le Parti libéral démocrate s'oriente vers une nouvelle étape de coopération entre les entreprises, les instituts d'État et privés et les universités. Dans ce contexte, il s'agit de donner la priorité à l'intérêt de l'entreprise, au risque d'empiéter sur l'indépendance de l'université et d'introduire "le company-isme" dans l'université.

3 — 4 . La conception de la réforme de l'éducation par les Zaikai.

Nous voyons, enfin, la conception de la réforme de l'éducation et celle de l'université des Zaikai, car cette conception exerce une influence importante sur l'orientation des débats à propos de la réforme de l'université.

Les sujets des débats sur la réforme l'université, inscrits dans le Rapport du Conseil universitaire (Daigaku-Shingikai) de février 1991, avaient une application concrète immédiate du point de vue des milieux économiques. C'est un cas représentatif que l'Association amicale du Monde Économique (KEIZAI-DOYU-KAI) présentait dans son rapport intitulé "Vers l'Éducation sélective, -La Réforme de l'Éducation à un Tournant-" de juin 1991.

Cette proposition se situait dans le prolongement du rapport sur "Les Ressources en personnel nécessaires et la politique de formation" de décembre 1990 par l'Association amicale, et en même temps présentait une conception de l'image de l'élite de style nouveau, à savoir "la formation de la nouvelle individualité"

Elle indique, comme un élément essentiel, qu'après les changements majeurs survenus dans "l'après-guerre, c'est-à-dire la réunification de l'Allemagne de l'Est et de l'Ouest, la structuration du nouvel ordre après la Guerre du Golfe, l'intégration de la CEE," etc., "notre pays est à un tournant historique."

Donc, l'Association amicale demande que les profils humains suivants soient recherchés;

- ① des individus aptes à "chercher et construire un nouveau but" en "périod trouble".
- ② des individus qui possèdent non seulement une richesse externe, mais aussi spirituelle, et capables de parvenir à l'auto-accomplissement (self-fulfillment).
- ③ des individus capables de faire preuve d'initiative (leadership), de façon générale, en assumant "l'espérance du Japon de se voir reconnu le statut de grande puissance économique."

Conformément au point de vue ci-dessus exposé, le rapport de l'Association amicale insiste sur le fait qu'il est nécessaire de réaliser la réforme de l'éducation notamment sur les points concrets suivants;

- ① Transformation de l'éducation uniforme du passé, qui donnait trop d'importance à l'égalité et à l'efficacité "apparentes".
- ② Suppression des influences néfastes, par exemple "l'inégalité entre les écoles et le classement de celles-ci", qui sont les défauts du "système d'éducation uniforme à voie unique."
- ③ Tendance à "une surchauffe de la concurrence sur les concours d'entrée, qui donnent trop d'importance aux connaissances".

Ainsi, elle proposait le changement vers une "éducation sélective" basée sur "le principe de l'auto-responsabilité"

Conformément à l'idée ci-dessus formulée, elle exprimait des propositions dans les quatre domaines suivants, à savoir ; (1) la réforme de l'entreprise elle-même, (2) une proposition pour le monde éducatif, (3) une proposition pour l'autorité administrative et (4) une demande à la famille.

Les propositions et les demandes sont exposées concrètement pour l'université et l'enseignement supérieur dans le rapport ci-dessus indiqué.

D'abord, à propos de la réforme de l'entreprise elle-même, l'Association amicale insiste sur "les échanges réciproques entre le monde des affaires et celui de l'éducation" et sur "la diversification des procédures de recrutement et de ressources humaines." Ces mesures concrètes tiennent dans les cinq points suivants;

- ① Échanges de personnel et d'études (échanges de personnel entre les entreprises et les écoles, échanges d'études de haut niveau).
- ② Assistance pour le système de stage en alternance (job-intern, tâche interne).
- ③ Assistance aux universités par le voie de souscriptions, etc.
- ④ Assistance pour la rescolarisation (recurrent education) du personnel.
- ⑤ Création de structures intermédiaires d'enseignement entre l'université et l'entreprise destinées à former les leaders de la société, dans lesquelles l'éducation du tronc commun (liberal arts) est respectée.

Ensuite, à propos de l'enseignement supérieur dans la proposition pour le monde éducatif, les cinq mesures concrètes suivantes sont proposées avec insistance;

- ① Amélioration du mode de sélection pour l'entrée à l'université.
- ② Réforme du programme d'étude—vers l'université ouverte (système du semestre, système obligatoire de rédaction de programmes d'étude par disciplines, accueil de professeurs et chercheurs étrangers, ouverture de l'université aux étudiants et à tous).
- ③ Réforme du système de sanction des études faites à l'université.
- ④ Importance du tronc commun (the liberal arts ; pour la formation des spécialistes avec une bonne culture générale interdisciplinaire).
- ⑤ Enrichissement du contenu de l'éducation et évaluation pertinente de l'acquis des études (la transformation de l'éducation réside dans l'importance de la formation de l'intelligence, dans l'aptitude à découvrir des questions).

En outre, dans les propositions faites à l'autorité administrative, l'Association amicale présentait des sujets plus importants.

Elle espère, à propos des réformes éducatives qui doivent être faites au Japon, y compris celle de l'université, que "toute autorité administrative, à commencer par le Ministère de l'Éducation(Monbu-sho) fera avancer les projets de réforme actuellement porteurs, fera connaître les changements de société ci-dessus proposés, et se mettra promptement à la nouvelle réforme." Donc, elle proposait les cinq sujets suivants;

- ① Réalisation du système d'éducation plurielle et multiple.
- ② Révision de la hiérarchie pyramidale des universités et création d'universités régionales influentes.
- ③ Diversification du recrutement des fonctionnaires dans les administrations.
- ④ Assouplissement de la fiscalité en faveur des contributions apportées à l'université par les particuliers.
- ⑤ Élargissement du système des bourses d'études.

À propos des sujets ci-dessus évoquées, nous devons nous attarder sur les deux premiers.

L'Association amicale insiste, à propos du point ①, estimant "qu'il est nécessaire de changer l'ancienne ligne d'éducation uniforme, qui ne reconnaît pas l'hétérogénéité du nouveau système dans lequel le point de vue des valeurs et des modes d'action hétérogènes et variés est compris et respecté." Donc, elle propose de "favoriser la libération et la flexibilisation des normes d'installation d'une université, y compris par une révision fondamentale des règles relatives à l'université."

Alors, "le système d'éducation plurielle et multiple", qu'est ce que c'est? Ce n'est pas autre chose qu'une réorganisation du système pour permettre aux étudiants issus des autres écoles que les lycées d'entrer à l'université.

En outre, elle demande "de former un système d'éducation correspondant bien à la

demande des étudiants ou des élèves” pour ”former les ressources humaines individuelles et créatives” par la reconnaissance de la libération du programme au niveau de l’enseignement primaire.

Cependant, dans ce cas, il est important de donner notre opinion sur ”la demande des étudiants ou des élèves.” À propos de cette demande, il y a un débat pour introduire un nouveau système qui puisse permettre que ”des étudiants soient plus avancés que les autres”, donc former une élite admise à progresser plus rapidement. Mais, un système comme celui ci-dessus peut non seulement élargir la différence entre les étudiants ou les élèves, mais aussi aboutir à ne pas développer suffisamment leur sociabilité, des deux côtés, aussi bien de celui des ”étudiants avancés” que des autres d’ailleurs. Donc, cette orientation dans ce état vers un nouveau système peut s’avérer dangereuse.

À l’égard de ce débat, l’Association amicale du Monde économique proposait une révision du système actuel de l’éducation en lui-même, à savoir ”une révision du système actuel de six années d’école primaire, trois années de collège, trois années de lycée et quatre années d’université,” pour le remplacer par un cursus d’éducation continue de six années dans école de type nouveau, résultant de l’intégration du collège et du lycée. Nous pouvons pressentir quelques problèmes plus graves dans cette proposition, mais nous ne nous avançons pas davantage.

La proposition du point ② ”révision de la hiérarchie pyramidale des universités et création d’universités régionales influentes” est encore plus importante pour l’université.

L’association amicale proposait de s’orienter vers ”une réorganisation des universités actuelles formant une masse de type pyramidal tel le Mont Fuji(Fuji-san-gata), vers un nouveau type ayant plusieurs sommets à l’image du Mont Yatsuga-také(Yatsuga-také-gata, qui a huit sommets sur une plus large assise que le Fuji-san).” Cette orientation se fonde sur l’idée de ”l’organisation du territoire national de type décentralisateur et pluraliste” par le troisième Conseil de promotion de la réforme administrative(Daï-Sanji-Gyôkaku-Sin).

L’association amicale demande les six mesures suivantes pour réorganiser les universités actuelles;

- ① des mesures budgétaires spécifiques.
- ② une activation des échanges transversaux de l’ensemble des professeurs des universités d’État et publiques.
- ③ une concurrence au sens large parmi les universités, y compris les privées (avec l’introduction d’un système d’évaluation juste des universités et des professeurs).
- ④ régionalisation de l’éducation universitaire.
- ⑤ formation des universités d’État, aussi bien que publiques et privées, réalisée avec le soutien, la participation et la collaboration des anciens élèves et des habitants du lieu d’implantation.
- ⑥ une budgétisation préférentielle en faveur des universités d’État célèbres qui sont vétustes et délabrées quant à l’équipement et à l’outillage de recherche en facultés de sciences naturelles.

Ainsi, comme nous l'avons vu ci-dessus, les propositions faites par l'Association amicale sont extrêmement concrètes. Elles sont d'autant plus dangereuses pour le monde universitaire qu'elles vont jusqu'à prévoir comment concevoir les programmes des facultés, comment diriger une faculté ou une université, comment administrer le personnel et les professeurs, les recherches et donc mettre en place un système complet des universités.

IV. Conclusions pour l'action

Nous avons vu ci-dessus les caractéristiques de la politique de revalorisation de la science et de la technologie, et de la politique pour réformer l'enseignement supérieur à l'heure actuelle au Japon. Il est important de notamment saisir les relations entre la politique scientifique et technologique et celle de l'enseignement supérieur. Il est clair que les relations entre ces politiques sont apparues dans les rapports ou les propositions exposées par les milieux économiques (Zaïkaï), le gouvernement (Séifu) et le Parti libéral démocrate (Jiminto). Nous pouvons qualifier entre ces relations des politiques de "réseaux" des politiques scientifiques, technologiques et universitaires en raison de l'intimité de leurs relations, tant par les personnes des membres des comités, que par la communauté des réunions et des conseils, des structures des organisations extraordinaires et d'orientation des idées. Nous allons maintenant insister sur les trois points suivants ;

(1) Le déroulement de la politique scientifique et technologique au Japon depuis le milieu des années 80 fait partie d'une stratégie de longue haleine avancée depuis les années 60, et en même temps arrive à son dernier degré d'achèvement.

La politique scientifique et technologique visait depuis ces années ① à rattraper les pays développés, tels que les États-Unis et les pays d'Europe, ② à former des ressources humaines dans le domaine des sciences fondamentales et appliquées et ③ à renforcer les recherches et les développements avec "un système coopératif d'alliance entre le gouvernement, l'industrie et l'université", surtout pour "renforcer une puissance technologique indépendante" avec le projet de "technopole" dans l'idée du troisième Conseil de promotion de la réforme administrative, à savoir l'idée de "la formation du territoire national de type décentralisateur et multipolaire".

Il est clair que cette ligne a permis de réaliser "le développement du pays par la science et par la technologie", développement qui pouvait égaler celui des États-Unis et des pays d'Europe depuis les années 80.

(2) Depuis les années 60, les politiques de réforme de l'éducation qui étaient successivement proposées et exécutées correspondaient au déroulement de la politique scientifique et technologique, tant industrielle que de main-d'œuvre. Notamment, les propositions faites par l'Association amicale du Monde économique (KEÏZAI-DÔYÛ-KAI) et par la Fédération japonaise des employeurs (NIHON-KEÏEÏSHA-RENMEÏ) indiquaient clairement l'orientation concrète que la politique de l'enseignement supérieur et universitaire devait avoir pour but d'accomplir.

Les finalités, c'est-à-dire "la collaboration entre l'industrie et l'université", "la var-

ité” de l'enseignement supérieur, la séparation entre recherche et enseignement, la participation à administration universitaire des personnes extérieures à l'université, le renforcement de l'autorité du président de l'université, etc., expriment concrètement les mesures de la stratégie d'utilisation de l'université par le gouvernement et par les milieux économiques.

Désormais, depuis le deuxième choc pétrolier, l'idée de "petit gouvernement" et celle de "l'orientation vers l'initiative privée" étaient suivies sous l'autorité du Conseil extraordinaire d'Enquête et de réforme administrative. Pour ce qui est de la réforme de l'éducation, le Conseil extraordinaire sur l'Éducation (RĪN-KYŌ-SĪN) fut créé au milieu des années 80.

Le Conseil extraordinaire sur l'Éducation a élaboré quelques rapports successivement sur la réforme de l'éducation primaire et secondaire, et ensuite proposé l'installation d'un Conseil universitaire (university council, DAĪGAKU-SĪNGIKAI). Ainsi, le Conseil universitaire a publié des rapports sur la réforme de l'enseignement supérieur, et celle-ci fut donc imposée dans les années 90.

(3) L'idée essentielle de la réforme de l'université d'aujourd'hui se fonde sur "une revalorisation, une diversification et une activation" de l'enseignement et des recherches. Une simplification, un système d'auto-contrôle et d'auto-évaluation et un assouplissement des critères de création d'une université étaient introduits comme moyens pour aboutir à cette idée.

L'objet de cette réforme est l'approfondissement du néo-libéralisme dans le domaine de l'enseignement supérieur. Donc, les buts concrets de la réforme sont de freiner les investissements en faveur de l'éducation par tous les moyens, de faire reposer sur le peuple la charge au nom du "principe de la charge aux bénéficiaires" des frais pour l'enseignement supérieur, en même temps de porter l'efficacité à un plus haut niveau qu'aujourd'hui par l'introduction du principe de concurrence dans l'enseignement, de réaliser la formation des ressources humaines et le développement technologique par la collaboration entre l'industrie, le gouvernement et l'université, etc.

À propos de la politique scientifique et technologique et de la politique universitaire, ce que nous devons remarquer peut s'analyser dans les trois points suivants ;

—① L'idée essentielle des propositions s'oriente vers la réforme pour "une société au service de l'entreprise." Il est clair que la puissance japonaise tend à utiliser l'esprit d'autonomie de l'université pour contraindre l'université à l'efficacité, donc à l'instauration d'une méritocratie de l'enseignement supérieur. Pour cela, la puissance japonaise tend à introduire l'esprit de concurrence parmi les universités, parmi les professeurs et parmi les employés, et à les faire se concurrencer entre eux. Cependant, la demande elle-même de "changement du système d'enseignement importante pour la formation de "la capacité à chercher des questions" indique une crise fondamentale du capitalisme monopoliste et une faiblesse de son règne.

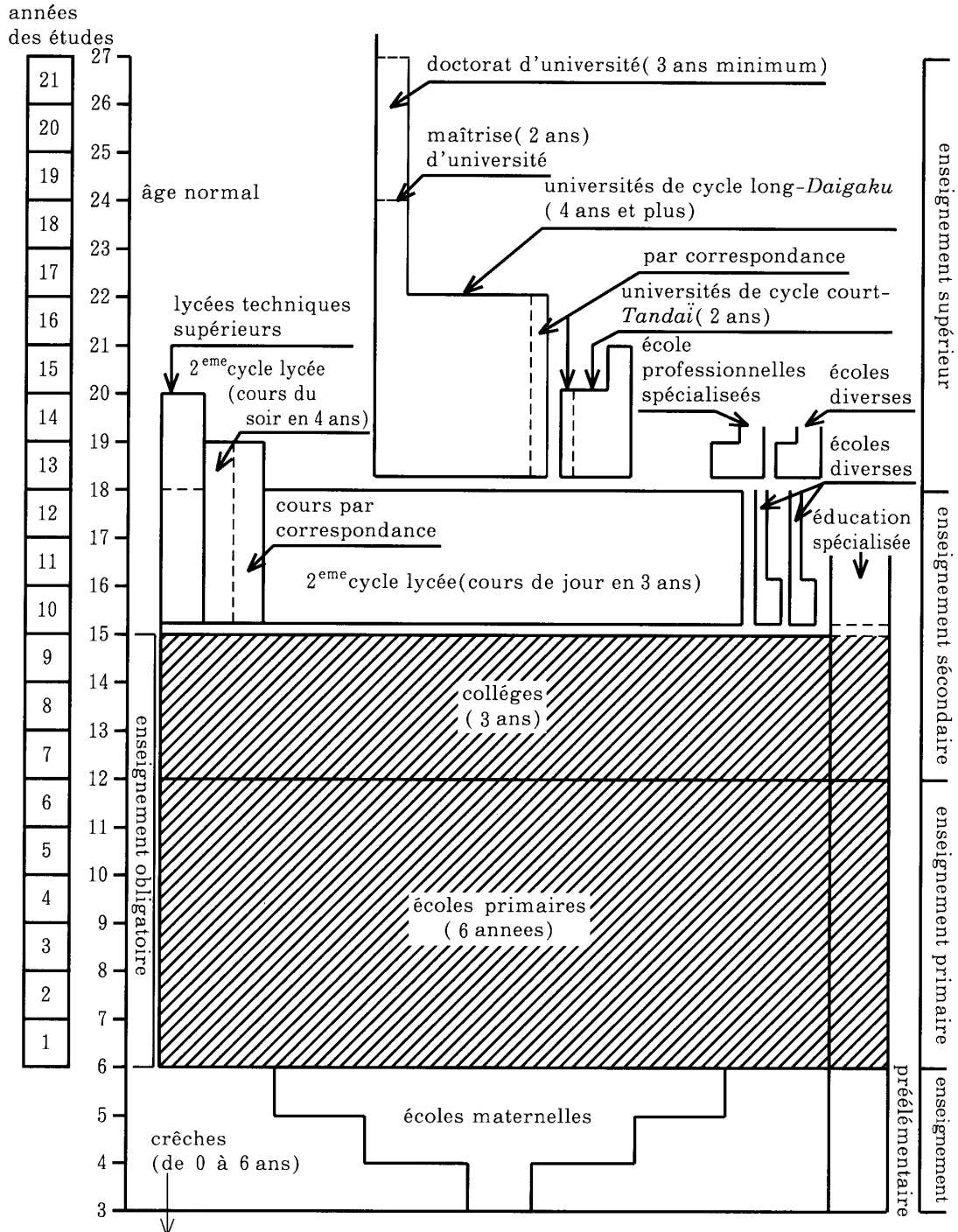
—② Dans les rapports mentionnées, nous pouvons voir que les milieux économiques ont quelques préventions contre la situation actuelle de l'université, à savoir des préventions contre "l'inefficacité dans l'université", "l'anachronisme de l'éducation universitaire," "la baisse de la capacité d'enseignement des professeurs," etc. En outre, nous voyons une

intention des milieux économiques d'attribuer à l'université la responsabilité concernant la faiblesse de la capacité en recherches fondamentales et la critique du phénomène du "free rider" à l'égard de la technologie exposé par les États-Unis, sans remarquer la pauvreté des finances universitaires en raison de l'orientation de la réforme administrative.

Donc, nous devons regarder en face la réalité de la pauvreté des équipements et des établissements des universités, surtout des facultés de sciences fondamentales et appliquées, et en même temps regarder la situation de l'éducation du type "production de masse" dans les universités privées.

—③ Nous devons ensuite remarquer que les milieux économiques et le gouvernement tentent de coordonner politiquement les contradictions, à savoir la surchauffe au phénomène d'examen, l'augmentation des frais d'enseignement supérieur, l'éducation de masse et mérite dans les universités se situant dans les grandes villes d'une part, et d'autre part le dépeuplement et l'épuisement dans les universités régionales. Les milieux économiques et le gouvernement tentent de bercer le peuple de discours idéologiques en utilisant la belle expression "d'âge des régions."

FIGURE 1 . ORGANISATION DU SYSTÈME ÉDUCATIF JAPONAIS DEPUIS 1947



Teruhisa HORIO, L'éducation au Japon, CNRS Editions, Paris, 1993, p.18.

TABLEAU 1 CHRONOLOGIE DES POLITIQUES SCIENTIFIQUES, TECHNOLOGIQUES ET UNIVERSITAIRES AU JAPON

| Période | Déroulement des politiques | • Orientation des Zaïkaï | * Politiques universitaires |
|---------------|--|--------------------------|---|
| (1) 1960~1975 | | | |
| 1960 | Premier rapport du Conseil de la science et de la technologie, "Sur les principales mesures générales de développement scientifique et technologique dans les dix ans à venir"-compt tenu de l'accélération de la croissance, du renforcement de la formation des ressources humaines dans le domaine des sciences fondamentales et appliquées, et des recherches et développements pour atteindre les pays développés-. | | |
| 1963 oct. | "Vision des années 60", MITI, "Sujets et Orientations essentiels de la revalorisation de la structure industrielle de notre pays". | | |
| 1966 | Opinion du Conseil de la science et de la technologie, "Opinion sur les principales mesures générales de développement scientifique et technologique", -transformation de la dépendance vis-à-vis de la technologie importée et renforcement de la technologie indépendante pour préparer à la libéralisation des capitaux et du commerce extérieur dans le domaine de la technologie-. | | |
| 1968 | Conseil de la science et de la technologie, "Opinion sur les mesures destinées à promouvoir le système coopératif entre les instituts d'État, les universités et le monde industriel". | | |
| 1968~1969 | | | * Les conflits universitaires, le conflit de l'Université de Tokyo. |
| nov. | • Association amicale du monde économique (Keizai-Dôyû-Kaï), "Problème essentiel de l'université". | | |
| 1969 fév. | • Fédération japonaise des employeurs (Nihon-Keieisha-Renmei), "Opinion essentielle sur les problèmes actuels de l'université". | | |
| sep. | • Fédération japonaise des employeurs, "Opinion du monde industriel sur le problème essentiel de l'éducation". | | |
| déc. | • Fédération japonaise des employeurs, "Compréhension essentielle et proposition sur la relation entre l'industrie et l'université". -① coopération entre l'industrie et l'université, diversification de l'enseignement supérieur, ② division entre recherches et éducation, ③ participation à la gestion de l'université par les personnes extérieurs à l'université, ④ renforcement de l'autorité du président de l'université, etc.- | | |
| 1971 mai | "Vision des années 70", MITI, "Orientations de la politique commerciale internationale et industrielle dans les années 70, -accumulation d'intelligence-". | | |
| mai | "Cinquième rapport du Conseil de la science et de la technologie, -mesures contre les défauts (par exemple, les nuisances industrielles) nées dans la période de la croissance accélérée, et renforcement de la science et de la technologie comme germe de l'innovation technologique de la génération prochaine (science de la vie, life science)". | | |
| juin | | | * Rapport du Conseil central de l'éducation, "Sur les mesures essentielles à prendre pour l'enrichissement général de l'éducation scolaire futur". "Troisième réforme éducative", -① diversification, classification et modélisation de l'enseignement supérieur, ② division fonctionnelle de l'organisation de l'enseignement et de celle de la recherche, ③ établissement de l'organisation centrale gestionnaire à l'initiative |

du président, ④ amélioration de la gestion participative par les personnes compétentes dans l'université, ⑤ révision des règles d'engagement des professeurs, échange de personnel entre l'université et l'entreprise, etc.

1973 fév.

* Adoption en conseil ministériel d'un "projet de loi sur la création de l'Université de Tsukuba".

-① suppression du système de faculté, division de l'organisation de l'enseignement et de celle de la recherche, ② suppression des conseils de professeurs, ③ centralisation des compétences dans les mêmes du président et création du système des cinq vice-présidents, ④ établissement d'un conseil des personnalités extérieures à l'université, ⑤ sélection de professeurs par le comité de sélection du personnel dirigé par le président et les vice-présidents, ⑥ limitation du mouvement autonomiste des étudiants et dénégation de l'association des étudiants, limitation de l'établissement de la pension pour les étudiants, ⑦ suppression du système des assistants et création d'un système de chercheurs temporaires, ⑧ réorganisation de la faculté de pédagogie en unité d'enseignement pour la formation d'enseignants, -un nouveau type "d'université ouverts aux entreprises".

(2) 1975~les années 80

Ouverture d'une période de bouleversement de l'économie mondiale :

introduction du système des taux de changes flottants, bouleversement des taux de change, dépressions en deux temps, dans aux chocs-pétroliers, gestion par une cure d'amaigrissement en deux étapes, innovation technologique pour une réduction radical de la consommation énergétique, crise financière des universités et des insituts.

- 1977 Sixième rapport du Conseil de la science et de la technologie, "Sur l'essentiel de la politique scientifique et technologique générale sur une longue période", -renforcement de la capacité d'adaptation du bouleversement de l'environnement international et déroulement de la politique dans le domaine de la qualité de la vie (traitement médical, bien-être, etc.)
- 1978 Association nationale de recherche et de développement (NIRA), "Changement de l'environnement international et adaptation du japon -proposition en vue du 21^{ème} siècle" - proposition du "projet de développement du pays par la science et la technologie"
- 1979 * Introduction du système de l'examen primaire commun pour entrer à l'université.
- 1980 Onzième rapport du Conseil de la science et de la technologie, "Sur les mesures générales essentielles destinées à favoriser le développement de la science et de la technologie sur une longue période et correspondant à un nouveau changement de la situation". -"développement créatif de la science et de la technologie", "développement scientifique et technologique s'harmonisant avec l'espèce humaine et la société", "développement conforme aux caractéristiques internationales" de la science et de la technologie.
- avril Conseil de la structure industrielle, "Vision des années 80", MITI, "Orientation de la politique commerciale internationale et industrielle dans les années 80, -accumulation d'intelligence créative-".
- déc. Mise en place de la Conférence ministérielle sur la science et la technologie, "Les sept constatations".

- 1981 mars • Mise en place de la Commission extraordinaire d'Enquête sur l'administration, président Toshio DOKÔ, le 16 mars.
 (1) Premier rapport (réduction des dépenses financières et rationalisation administrative), Loi du contingentement des fonctionnaires d'État.
 (2) Deuxième rapport (rationalisation de l'autorisation) - Loi du système de limite d'âge.
 (3) Troisième rapport (rapport essentiel), - division et privatisation des SNCJ, - Loi d'intégration des pensions mutuelles, augmentation des frais de scolarité dans les universités d'État, réduction de la prime à l'enfance-.
 (4) Quatrième rapport (système de promotion de la réforme administrative), - introduction d'un système de frais médicaux payants pour les personnes âgées -.
 (5) Cinquième rapport (rapport final), - vingt lois relatives à la réforme administrative, privatisation de deux régies d'État -.
- 1983 Loi sur la promotion de développement des régions accumulées les industries de la haute technologie (Loi de "Technopole")
- mars • Mise en place du Conseil extraordinaire de promotion de la réforme administrative, président Toshio DOKÔ.
- 1984 Mise en place du plan de développement des "Technopole".
 fév. *Conférence du brain-trust du Premier ministre NAKASONÉ, "Sur les cinq principes pour la réforme de l'éducation dans la perspective du 21^{ème} siècle", -Orientation pour l'établissement du Conseil extraordinaire de l'Éducation et sélection des membres du Conseil - .
- mars • Le Premier ministre NAKASONÉ, "Notre orientation future", ① exécution de la réforme administrative, ② exécution de la réforme de l'éducation, ③ renforcement de la défense, ④ révision de la constitution.
- août • Rapport du Conseil extraordinaire de promotion de la réforme administrative, - sept lois relatives à la réforme administrative.
- août *Création du Conseil extraordinaire sur l'éducation.
- août • Proposition de la loi de promotion des échanges d'étude.
- août Rapport du Conseil scientifique, "Sur la mesure essentielle pour l'amélioration du système de recherches scientifiques", - mesures de coopération entre entreprises et universités -.
- 1985 • Deuxième rapport du Conseil extraordinaire de promotion de la réforme administrative, - renforcement de la fonction du cabinet, quatorze lois relatives à la réforme - .
- Douzième rapport du Conseil de la science et de la technologie, "Sur les grandes lignes de la politique scientifique et technologique".
- mai *Groupe de "forum" pour une planification des politiques ("le Conseil fantôme"), "Proposition sur la réforme de l'administration scolaire, - dérégulation et suppression de la régulation comme percée pour la réforme de l'éducation -".
- juin *Premier rapport du Conseil extraordinaire sur l'éducation.

- 1986
- Rapport final du Conseil extraordinaire de promotion de la réforme administrative, - Loi de division et de privatisation des SNCJ -.
- avril * Deuxième rapport du Conseil extraordinaire sur l'éducation.
- avril • Fédération japonaise des employeurs (Nihon-Keieisha-Renmei), Rapport du Comité spécial de l'enseignement, "Sur le problème de la place des études dans la carrière", le 15 avril, trois demandes pour l'université; ① formation en ressources humaines individualisées, ② formation digne du niveau du diplôme, ③ changement substantiel du contenu de l'enseignement correspondant à cette période.
- mai * Conférence de la réforme de l'université, Plan de mise en place du "Conseil universitaire".
- juin Conférence sur la sécurité du pays.
- Opinion du Comité sur la coordination de la structure économique, "Rapport sur les problèmes de l'emploi et de la formation en ressources humaines pour s'adapter au nouveau développement économique et industriel"
- Loi sur la promotion des échanges d'étude.
- sep. Réunion en conseil ministériel sur la participation à la recherche de SDI.
- 1987 jan. * Conseil extraordinaire sur l'éducation, "Résumé du cours des délibérations (N°4)".
- mars * Troisième rapport du Conseil extraordinaire sur l'éducation.
- avril • Deuxième Conseil extraordinaire de promotion de la réforme administrative (création du nouveau conseil).
- août * Quatrième rapport du Conseil extraordinaire sur l'éducation (rapport final), proposition d'établissement du "Conseil universitaire"
- sep. * Loi sur l'établissement du Conseil universitaire.
- 1988 Révision du "Pacte de coopération scientifique et technologique" signé entre les États-Unis et le Japon.
- 1989 mars Agence de planification économique "Rapport du cercle d'étude sur la stratégie scientifique et technologique internationale".
- Ministère des affaires étrangères, "Rapport de la 'task-force' sur les relations entre diplomatie, science et technologie".
- sep. * Révision des critères de création d'une université.
- dec. * Premier rapport du Conseil universitaire.
- (3) Nouvelle situation dans les années 90
- 1990 * Rapport du Conseil central de l'éducation, "Sur l'enrichissement des conditions essentielles pour l'étude permanente".
- fév. Comité de politique scientifique et technologique du MITI, "Rapport de la réunion sur les problèmes internationaux".

- juin 18^{ème} consultation par le Premier ministre KAÏFU auprès du Conseil de la science et de la technologie, "Sur la politique fondamentale générale de la science et de la technologie au siècle prochain".
- juil. Commission sur la technologie industrielle du MITI, "Vision sur l'industrie, la science et la technologie des années 90-Provocation intellectuelle pour notre planète abondante et habitable-".
- juil. * Conseil universitaire, "Résumé des délibérations (N°2)".
- oct. * Conseil universitaire, "Rapport des sections".
- 1991 fév. * Conseil universitaire, "Deuxième rapport".
- fév. Conférence des conseillers scientifiques et technologiques gouvernementaux des neuf pays développés (Conférence du "Groupe Carnegie", le premier fois)
- avril Conseil national de la recherche scientifique du Japon, "Environnement de la recherche scientifique du Japon".
- mai * Conseil universitaire, "Troisième rapport".
- mai * Réunion sur les finances universitaires, "Demande pour l'enrichissement du budget de l'enseignement supérieur".
- mai Agence de la science et de la technologie, "Sur la situation actuelle des instituts d'État".
- juin • Association Amicale du Monde Économique, "Vers l'éducation sélective, – la réforme de l'éducation à un tournant –".
- juil. "Vision des années 90", Conseil de la structure industrielle du MITI, "Orientation de la politique commerciale et industrielle des années 90, – Vers la création de valeurs humaines issues de notre époque –".
- juil. * Conseil universitaire, Section de cours post-universitaire, "Enrichissement quantitatif des cours post-universitaires".
- juil. Conseil national de la recherche scientifique du Japon, "Environnement d'enseignement et de recherches dans l'université et à la faculté de technologie".
- sep. Agence de la science et de la technologie, "Sur le résultat de la recherche et l'enquête sur les chercheurs pour la promotion de la science et de la technologie fondamentales et de pointe"
- sep. Ministère de l'Éducation, "Sur la recherche à l'égard des résultats de la recherche scientifique dans les universités de notre pays"
- oct. • Fédération des Organisations Économiques du Japon (KEÏDANREN), "Espérer l'établissement d'un système de recherche et de développement pour le 21^{ème} siècle"
- oct. • Association Amicale du Monde Technologique du Japon (GIJUTSU-DÔYÛ-KA Ì), "Proposition sur le renforcement de la formation en ressources humaines et la fonction de recherche dans l'université"
- oct. Conférence internationale sur la politique scientifiques et technologiques par les États-Unis, le CE et le Japon (Conférence des trois poles)
- oct. Conférence du "Groupe Carnegie"(le deuxième, New York)
- 1992 jan. 18^{ème} rapport du Conseil de la science et de la technologie, "Sur la politique générale fondamentale de la science et de la technologie pour le siècle prochain"

- 1992 jan. Proposition de révision de la Loi sur la promotion des échanges d'étude.
- avril • Fédération des Organisations Économiques du Japon, "Proposition sur le renforcement de la fonction de recherche dans les facultés des sciences fondamentales et appliquées des universités".
- mai Conférence du "Groupe Carnegie" (le troisième, Londres)
- mai Parti libéral démocrate, Comité spécial sur l'accroissement de la base des recherches fondamentales et sur le renforcement de l'activité internationale de recherche coopérative, "Proposition urgente pour le premier plan quinquennal en vue de doubler la budget de la science et de la technologie.
- juin Conseil de la technologie industrielle, MITI, le comité de projet du groupe général, "La propulsion du Techno-globalisme et la création des COE (Center of excellence) dans divers domaines".
- juil. Rapport du Conseil scientifique, "Sur la mesure générale pour une propulsion de la recherche scientifique dans la perspective du 21^{ème} siècle".

FIGURE 2 PROGRAMME D'ÉTUDE À L'UNIVERSITÉ

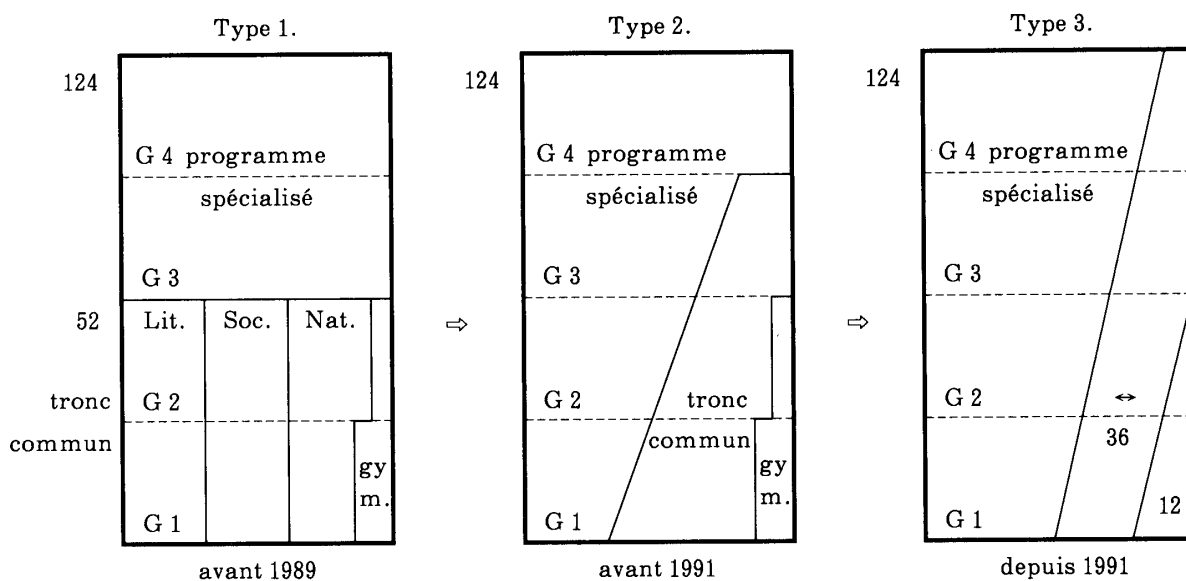


FIGURE 3 ORGANISATION D'AUTO-ÉVALUATION DE L'UNIVERSITÉ

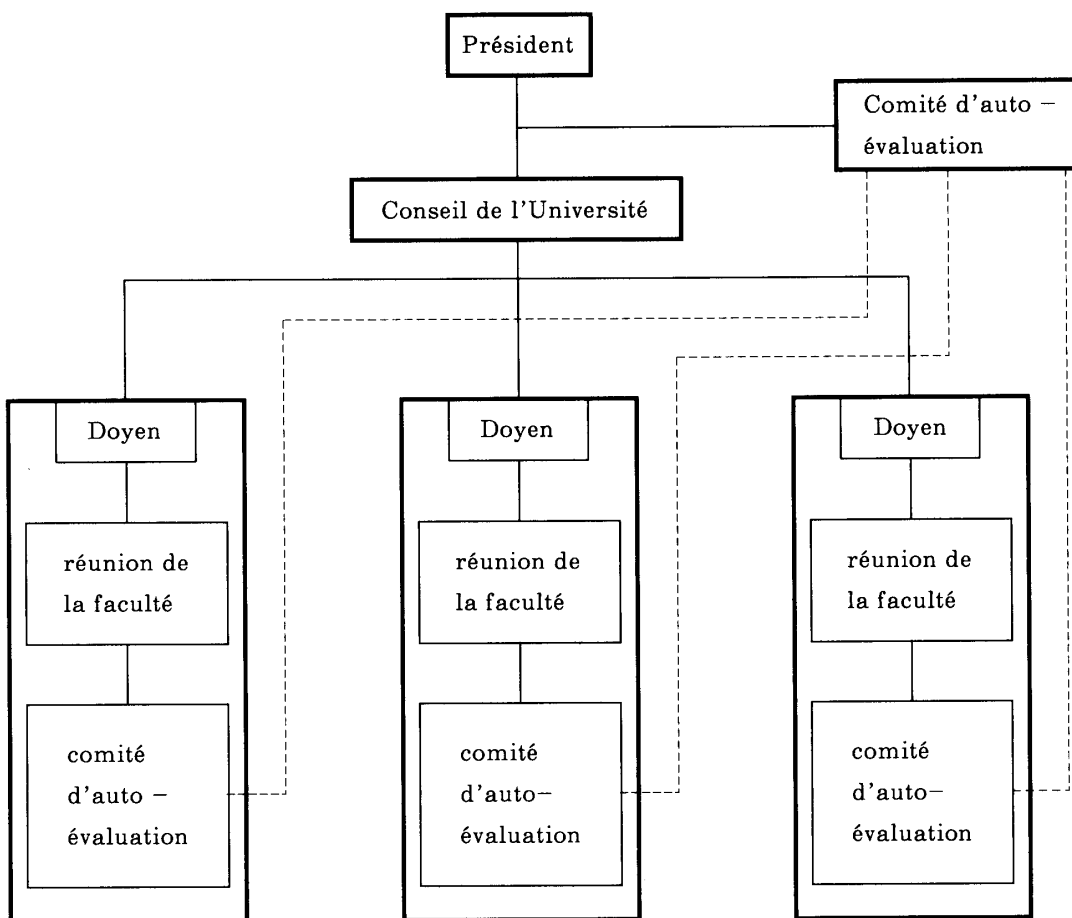


FIGURE 4 RÉSUMÉ DE "LA PROPULSION DU TECHNO-GLOBALISME ET LA CRÉATION DES CENTRES D'EXCELLENCE (COE) DANS DIVERS DOMAINES"

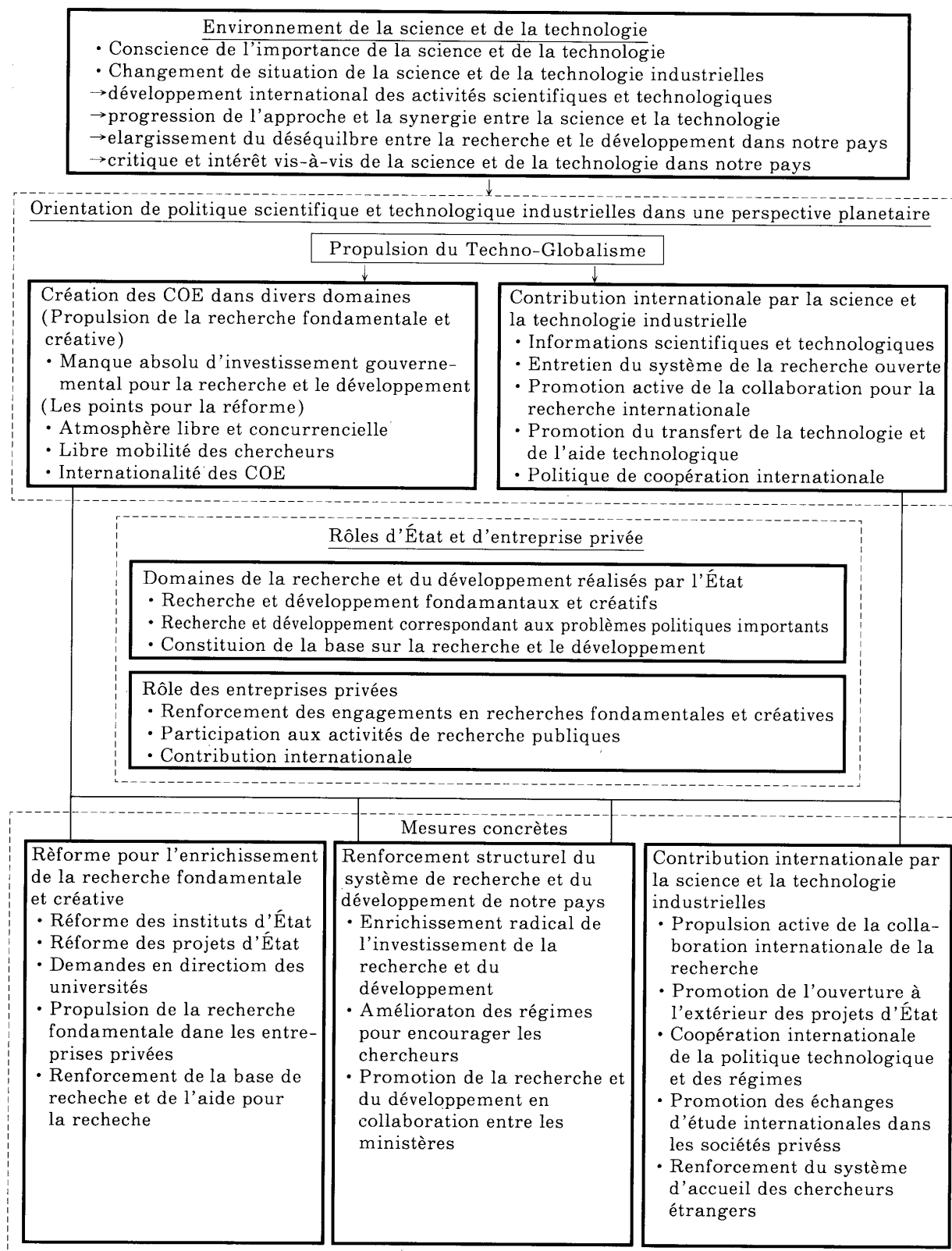


FIGURE 5 CARACTÉRISTIQUES DES COE

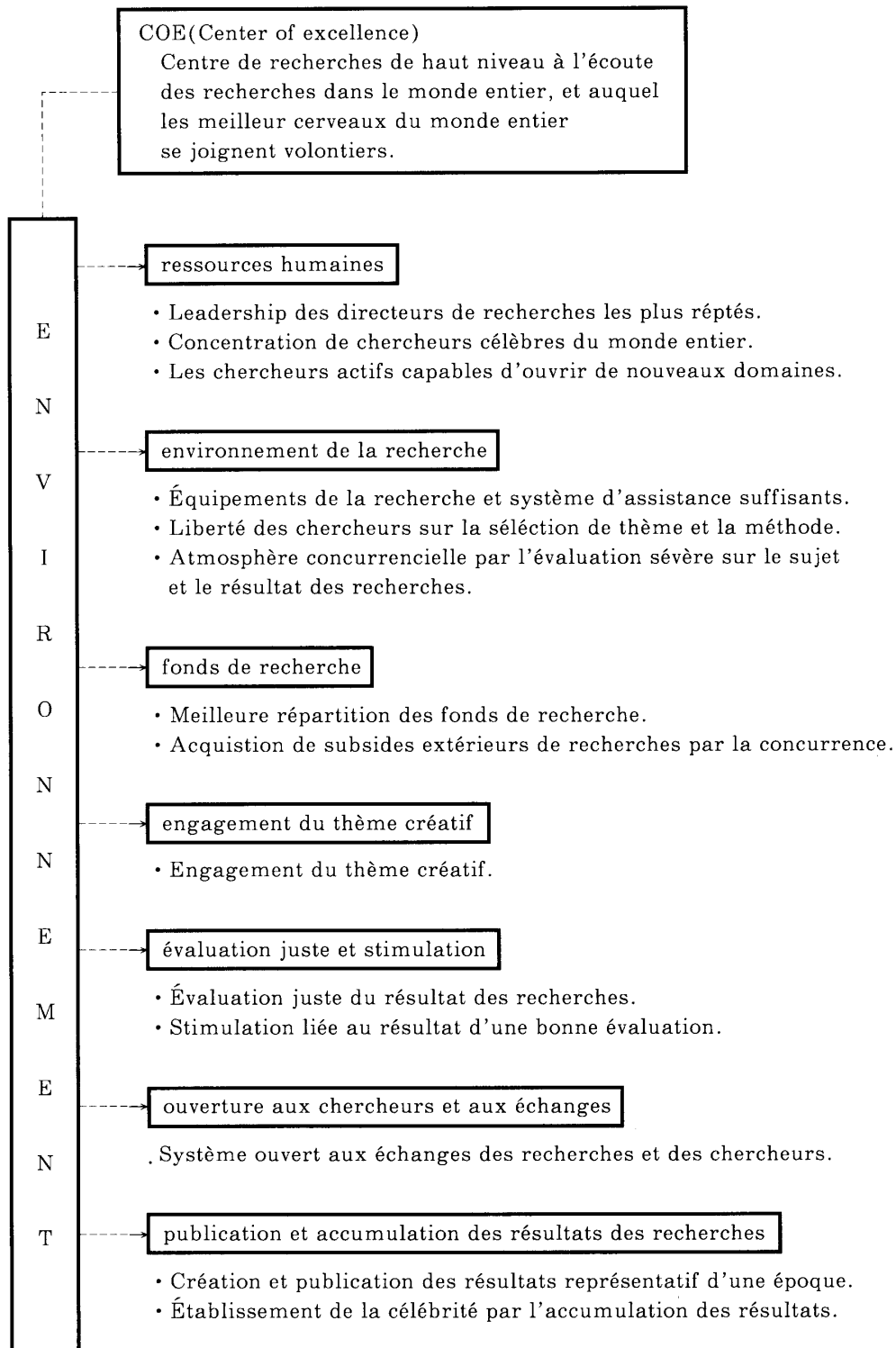


FIGURE 6 . RÉFORME POUR L'ACCÈS AUX COE

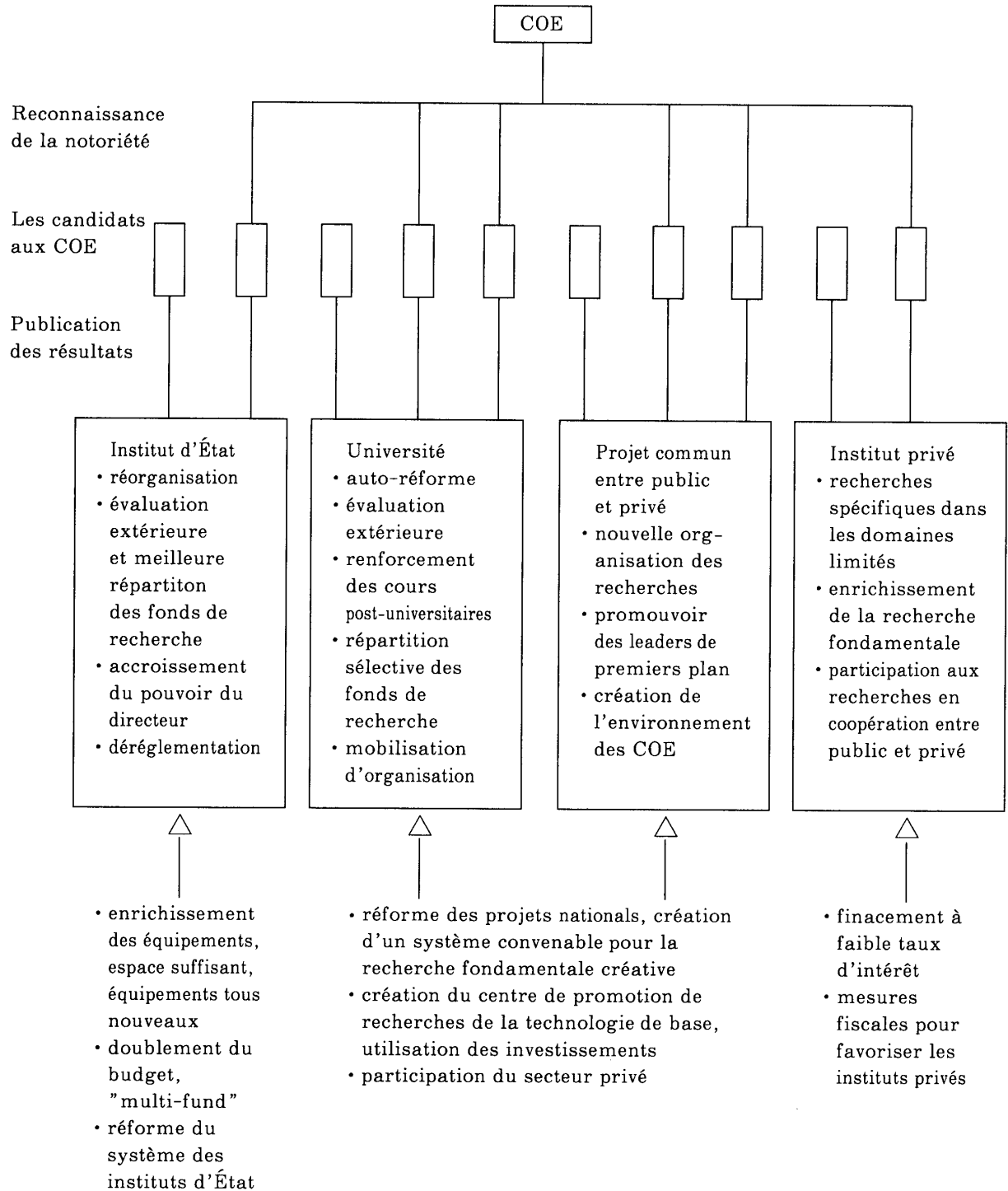
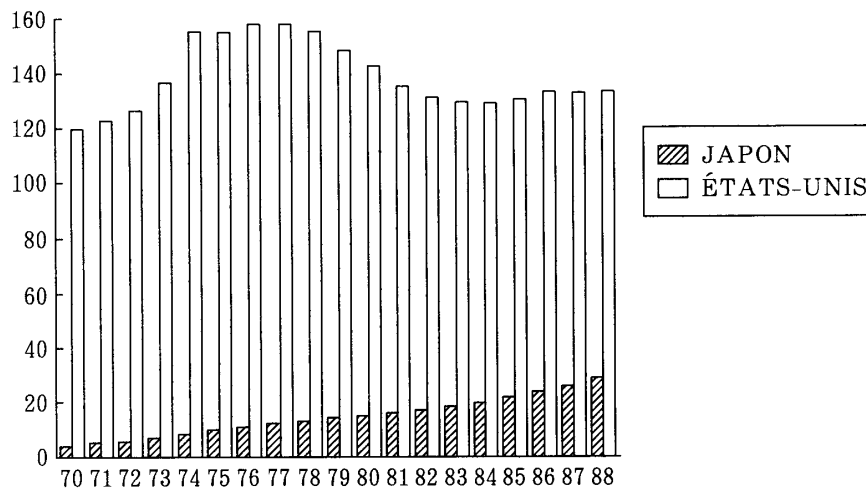
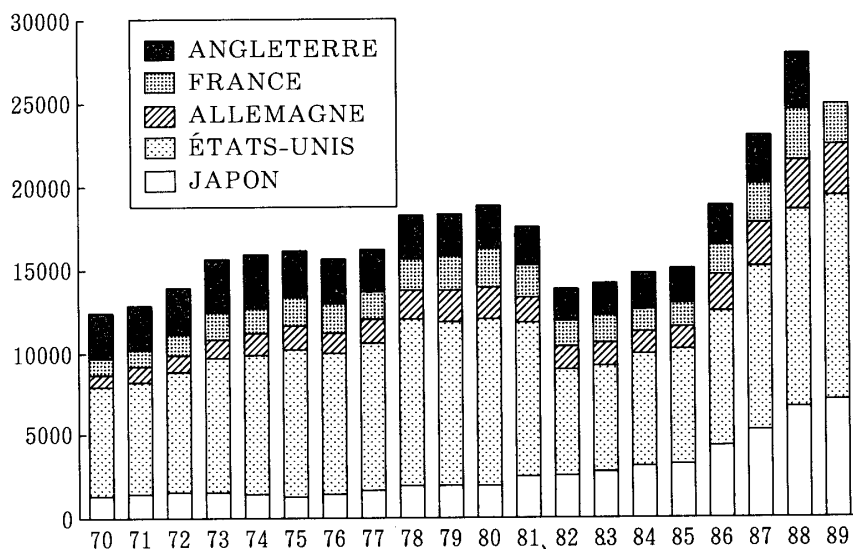


FIGURE 7 COMPARAISON DU "TECHNO-STOCK"
ENTRE ÉTATS-UNIS ET JAPON
(unité : billion yen)



Source: Département de recherche et d'enquête de la technologie, Institut de la Technologie industrielle, 1992.

FIGURE 8 CHANGEMENT DU MONTANT DU COMMERCE
EXTÉRIEUR DE LA TECHNOLOGIE
(unité : million dollar)



* montant = somme d'importation + somme d'exportation

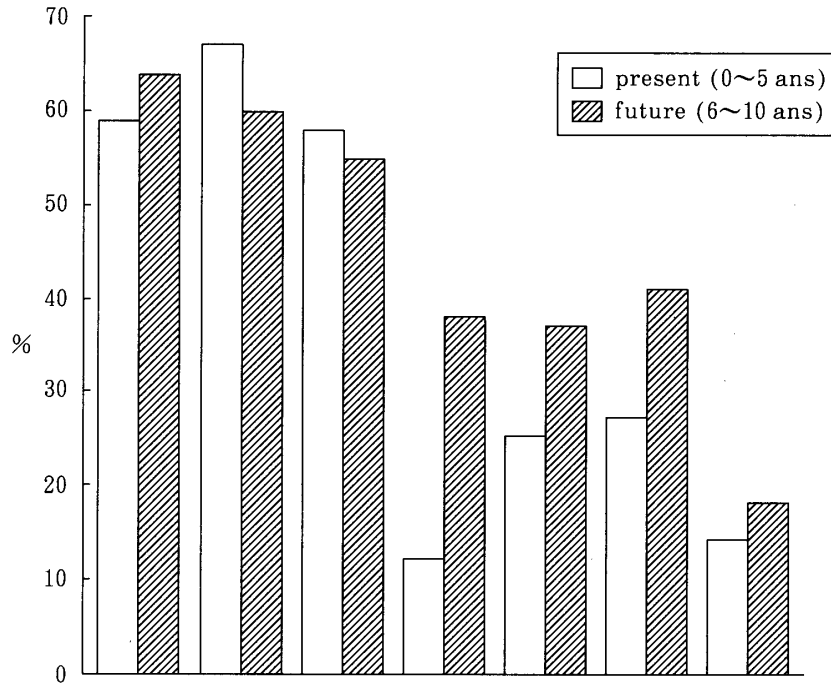
Les sommes de commerce entre les cinq pays sont calculées doublement.

Taux d'échange d'IMF en 1985.

Source: Agence scientifique et technologique,

Livre blanc de la science et de la technologie, 1991.

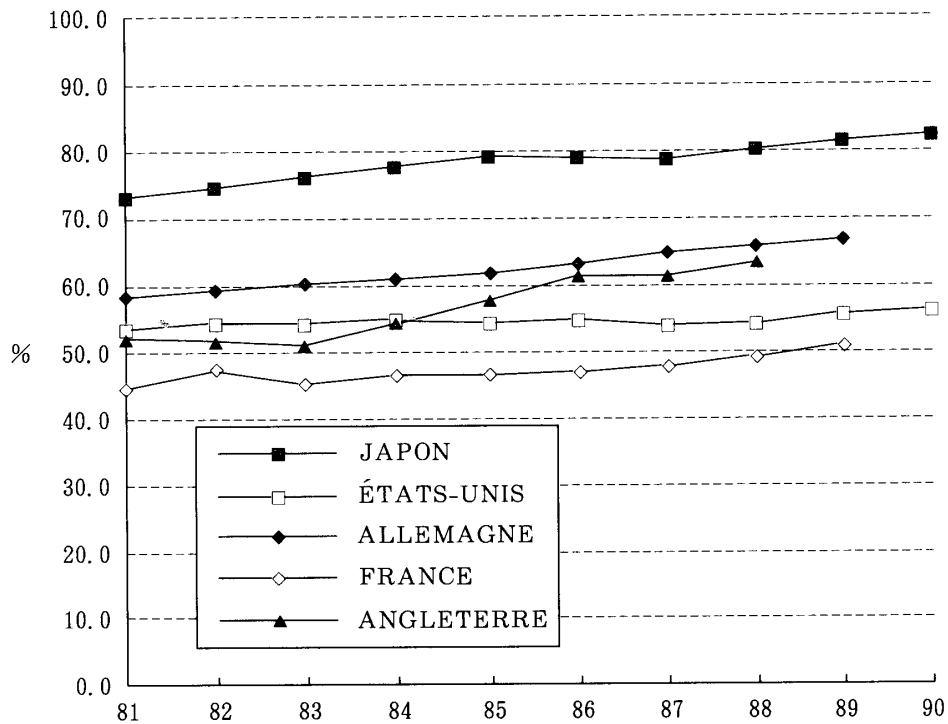
FIGURE 9 LES DOMAINES PROMETTEURS INDUSTRIELS LIÉ
AUX PROGRÈS TECHNOLOGIQUES



Les domaines (de la gauche à la droite) :
nouveaux matériels, électronique, informatisation,
bio-technologie, nouvelles énergies, aérospacial,
construction et transportation.

Source: Département de recherche et d'enquête
de la technologie, Institut de la
Technologie industrielle, 1992.

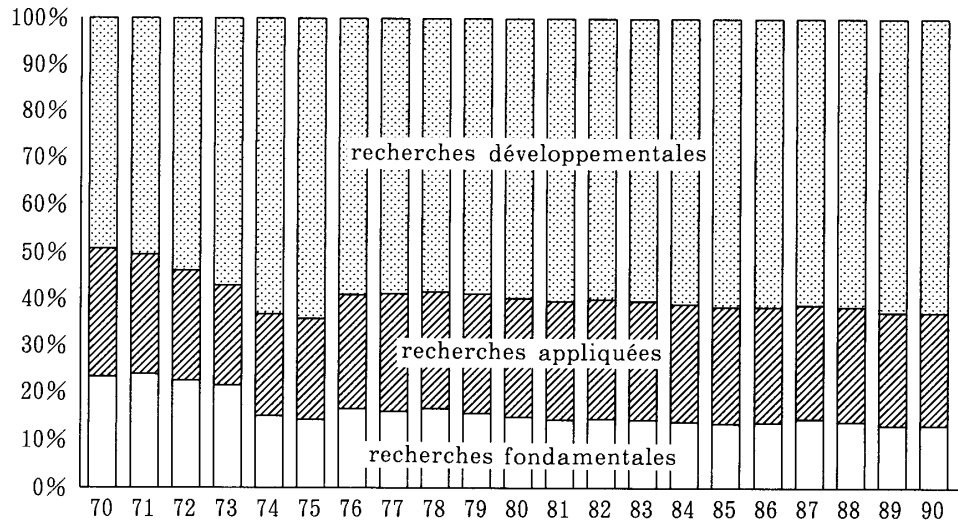
FIGURE 10 RATIO DE CHARGE PAR LE SECTEUR PRIVÉ
DES FONDS DE RECHERCHES



Source: Département de recherche et d'enquête de la technologie, 1992.

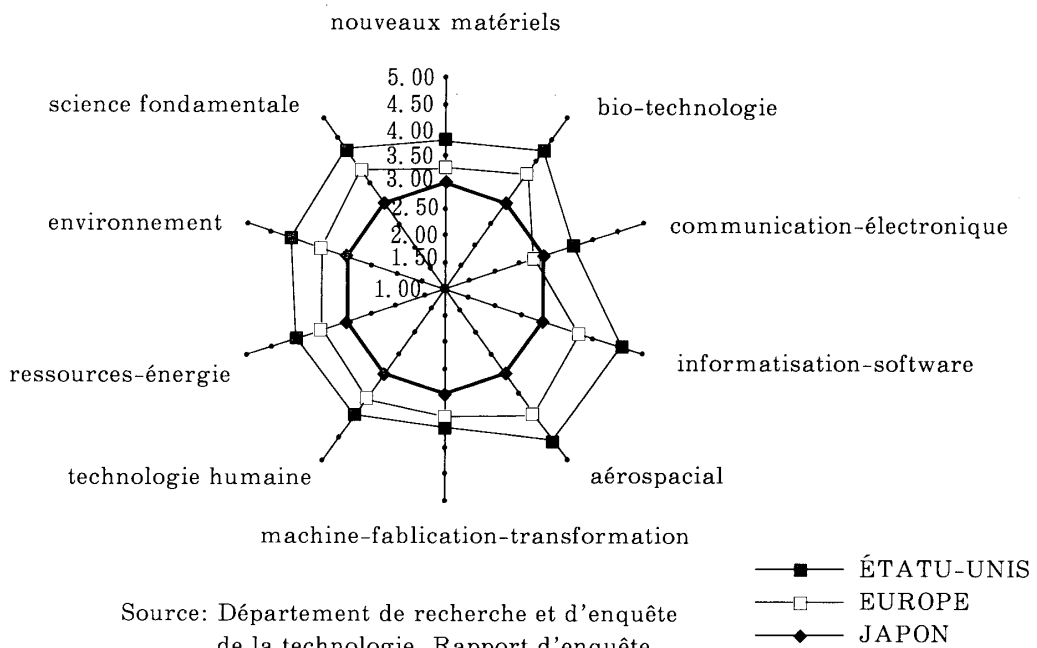
Rapport d'enquête de la recherche scientifique et technologique (Agence des affaires générales), Livre blanc de la science et de la technologie, 1991. (Agence scientifique et technologique).

FIGURE 11 RATIO DE LA CONSTITUTION DES FONDS DES RECHERCHES ET DES DÉVELOPPEMENTS DU JAPON



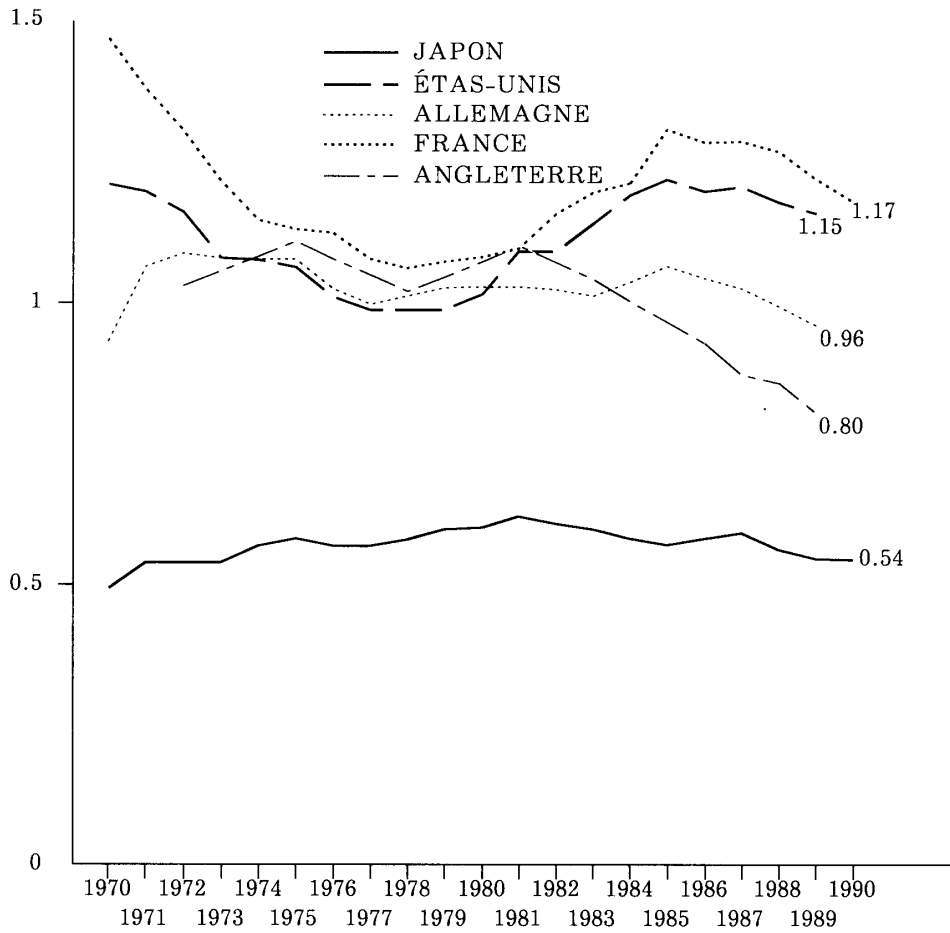
Source: Département de recherche et d'enquête de la technologie, Institut de la Technologie industrielle, 1992.
Rapport d'enquête de la recherche scientifique et technologique (Agence des affaires générales).

FIGURE 12 COMPARAISON ENTRE TROIS PÔLES DE L'ENVIRONNEMENT DE LA RECHERCHE ET DU DÉVELOPPEMENT



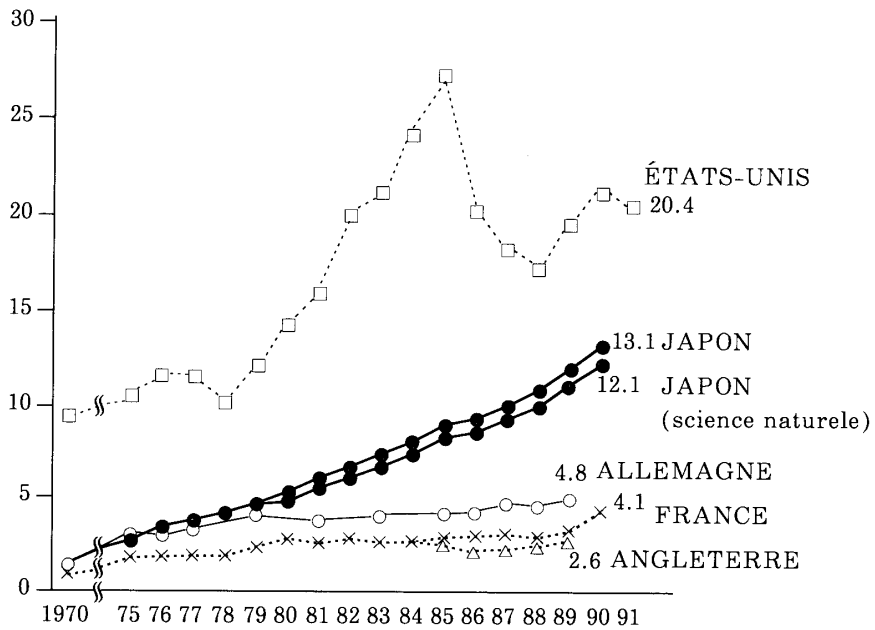
Source: Département de recherche et d'enquête de la technologie, Rapport d'enquête, Institut de la Technologie industrielle, 1992.

FIGURE 13. RATIO DES FONDS DE RECHERCHE CHARGÉ PAR LE GOUVERNEMENT POUR PNB (%)
(science naturele + sciences humaines et sociale)



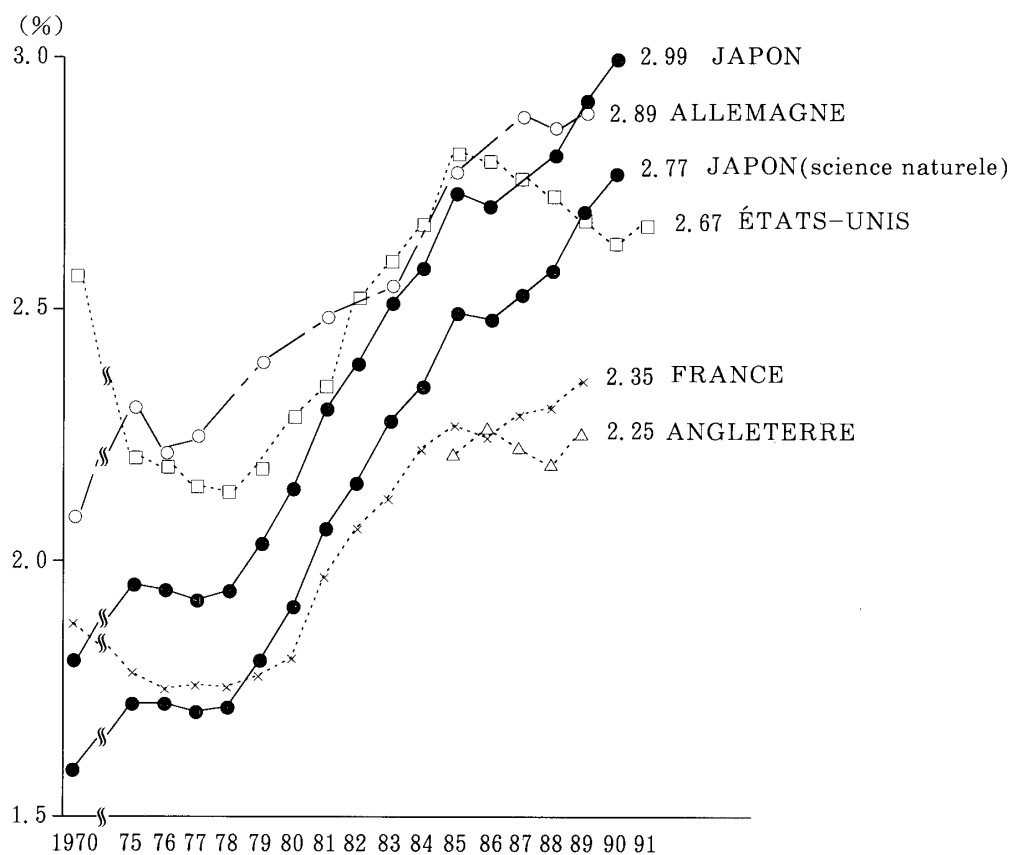
Source: Rapport d'enquête de la recherche scintifique et technologique
(Agence des affaires générales),1991
Livre blanc de la science et de la technologie
(Agence scientifique et technologique),1992.

FIGURE 14. TENDANCE DES FONDS DE RECHERCHE DES CINQ PAYS
(unité: billion yen)



Source: Livre blanc de la science et de la technologie.
Agence scientifique et technologique.1992, p.163
Taux d'échange d'IMF en 1985.

FIGURE 15 RATIO DES FONDS DE RECHERCHE POUR PNB DES CINQ PAYS



Source: Rapport d'enquête de la recherche scientifique et technologique(Agence des affaires générales), Livre blanc de la science et de la technologie, (Agence scientifique et technologique),1992.

TABLEAU 2 . NOMBRE DES INSTITUTS DE LA RECHERCHE

| l'année | 1986 | | | 1991 | | |
|----------------------------------|--------|--------|-------|-------------|--------|-------|
| | nombre | Kantou | Tokyo | nombre(+ -) | Kantou | Tokyo |
| d'État public | 138 | 52.9% | 19.6% | 139(+ 1) | 53.2% | 20.9% |
| pers.juridique dans l'entreprise | 679 | 23.1% | 2.7% | 654(- 25) | 24.2% | 3.2% |
| Total | 536 | 59.5% | 40.9% | 615(+ 79) | 56.1% | 38.9% |
| dans l'entreprise | 3754 | 53.3% | 24.2% | 4057(+ 303) | 51.6% | 22.4% |
| Total | 5107 | 49.9% | 22.9% | 5465(+ 358) | 48.9% | 21.9% |
| université | 465 | 36.1% | 20.6% | 514(+ 49) | 36.4% | 20.6% |
| Total+univ | 5572 | 48.7% | 22.8% | 5979(+ 407) | 47.8% | 21.8% |

Région Kantou comprend la capitale Tokyo et les sept préfectures,
Source: Livre blanc de la science et de la technologie,

Agence scientifique et technologique,1992, pp. 6 ~11.

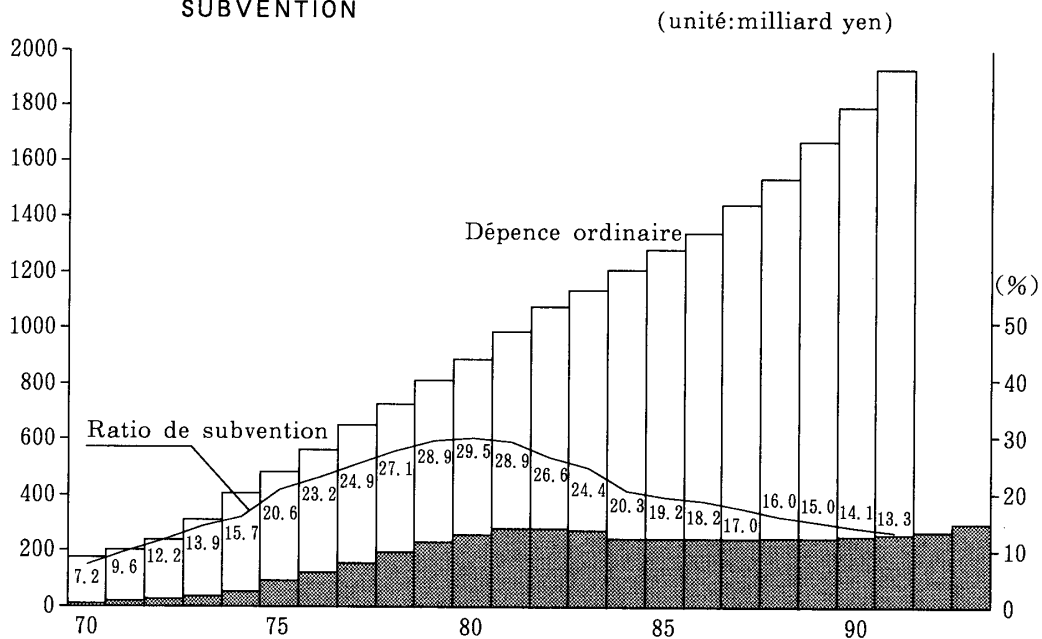
TABLEAU 3. COMPARAISON INTERNATIONALE DES FONDS DES RECHERCHES DE L'UNIVERSITÉ(1989)

| article pays | fonds de recherche (milliard yen) | ratio de la charge publique(%) | par personne (million yen) | ratio pour PNB |
|-----------------|--------------------------------------|-----------------------------------|-------------------------------|-------------------|
| Japon | 1,140 | 57.4 | 15,5 | 0.28 |
| États-Unis | 4,520 | 85.7 | 33,5 | 0.42 |
| Angleterre | 580 | 74.1 | 22,3 | 0.35 |
| Allemagne | 780 | 93.0 | 20,1 | 0.41 |
| France | 580 | 93.6 | 14,7 | 0.35 |

Note: Taux d'échange par la parité du pouvoir d'achat d'OECD

Source: Livre blanc de l'éducation, Ministère de l'Éducation, 1993, Statistique d'OECD.

FIGURE 16. DÉPENSE ORDINAIRE DES UNIVERSITÉS PRIVÉES ET SUBVENTION



Note: 1970, Création du système de subvention pour les universités privées.

1975, Création de la Loi de l'Aide pour les universités privées

Source: Ministère de l'Éducation(Monbusho)

BIBLIOGRAPHIE

- Hidetaka HATAKEYAMA, "Conseil extraordinaire sur l'Éducation et la Crise de l'Université", Shin-Nihon-Shuppan-sha, mai 1987.
- Osamu KOYAMA, "General Education and Departmental Education, -Case of the Reform of General Education System in Sapporo University", in Journal of Japanese Scientists, Vol.26 No.12, December 1991.
- MITI, Orientation et Problème de la Technologie Industrielle, - Pour la Symbiose technologique dans l'échelle du globe -, Commission d'Enquête sur l'Industrie et le Trade International, International août 1992.
- Institut de la Technologie Industrielle, R&D à un tournant, MITI, octobre 1992.
- Committee of White Paper on Private Colleges and Universities, White Paper on Private Colleges and Universities of Japan (1992), National Association of Faculties of Private Colleges and Universities for Affairs concerning Governmental Subsidies, December 1992.
- Osamu KOYAMA, "Situations of universities and Reform of University", in Economy of Hokkaido, No.323, April 1993.
- Norio OTOMO, "Development of Scientific and Technological Policy in 1990s and Orientation of Researches", in Economy of Hokkaido, No.323, April 1993.
- Teruhisa HORIO, L'éducation au Japon, CNRS Editions, mai 1993.
- Hajime ETO (editor), R & D in Japan, ELSEVIER, 1993.